RAPPORT ANNUEL 2025

Table des matières

Edito 4
Démarche 6
Mission, Vision, Valeurs 7
Territoire 8
NOTRE ORGANISATION 9
Projets Majeurs 9
Ressources Humaines 13
Chiffres-clés 13
Faits marquants 13
LE CYCLE DE L'EAU 15
Production et distribution d'eau potable 15
Nos missions 15
Interview Yves Renson, Directeur du département Eau potable 15
Chiffres-clés 17
Faits marquants 17
- ZOOM SUR NOS ACTIVITES 18

SECURISER L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE 18
GARANTIR LA QUALITE DE L'EAU 19
MAINTENIR UN RESEAU D'EAU POTABLE PERFORMANT 20
GARANTIR UNE EAU DE QUALITE A UN PRIX MAITRISE 23
SENSIBILISER A LA PRESERVATION DES RESSOURCES EN EAU 26
Assainissement des eaux usées 27
Nos missions 27
Interview Pierre Leuris, Directeur du département Assainissement 27
Chiffres-clés 29
Faits marquants 29
- ZOOM SUR NOS ACTIVITES D'INVESTISSEMENT 31
- ZOOM SUR NOS ACTIVITES D'EXPLOITATION 35

LE CYCLE DES DÉCHETS 41
Interview Laurent Mafa, Directeur du département Déchets 41
Nos missions 42
Chiffres clés 42
Collectes & recyclages 44
Chiffres clés 44
Faits marquants 44

- ZOOM SUR NOS ACTIVITES 45

Valorisation 50

Centre De Transfert Et De Prétraitement (Mont-Saint-Guibert) 50

Chiffres-clés 50

Faits marquants 50

Unité De Valorisation Énergétique De Virginal 51

Chiffres-clés 51

Faits marquants 52

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL 54

Nos missions 54

Interview Valérie Kessen, Directrice du département économique 54

Chiffres-clés 55

Faits marquants 55

- ZOOM SUR NOS ACTIVITES 55

Crématorium du Champ de Court 59

TRANSITION NUMÉRIQUE ET DURABLE 61

Nos missions 61

Interview Benoit Parmentier, Directeur du département de la transition numérique et durable 61

Faits marquants 63

Chiffres-clés 63

- ZOOM SUR NOS ACTIVITES 64

Transition Digitale et décarbonation du territoire 64

Digitalisation et décarbonation de nos métiers 68

FONDATION BÂTISSEURS D'ÉTOILES 71

ANNEXE I – informations complémentaires 72

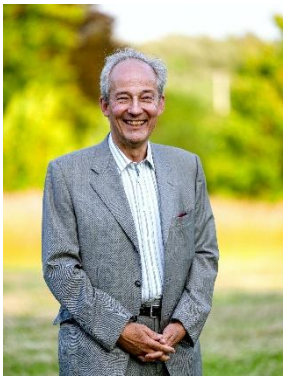
NOTRE ORGANISATION 72

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES 73

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TERRITORIAL 77

Edito

Cédric du Monceau, Président



Le 18 juin 2025, j'ai eu l'honneur d'être désigné au poste de Président du Conseil d'administration d'in BW. Je voudrais tout d'abord féliciter le travail de mes prédécesseurs : Pierre Huart, qui a assumé cette responsabilité durant le premier semestre de l'année, et Christophe Dister, qui a guidé l'intercommunale durant plusieurs années avant lui.

C'est une grande fierté pour moi d'assurer leur succession. in BW est un acteur incontournable du développement économique et environnemental de référence du Brabant wallon favorisant le développement durable et la transition numérique. L'intercommunale gère des services essentiels aux habitants et aux entreprises de notre province. Tous ses projets sont portés par le souci de l'intérêt général, la préservation des ressources et le respect de notre cadre de vie, des préoccupations qui me sont chères.

Depuis ma prise de fonction, je suis admiratif du professionnalisme de la Direction et des équipes mais aussi de leur envie d'écouter les Communes et de trouver des réponses adéquates à leurs besoins.

En matière de gestion des déchets, l'année a principalement été marquée par l'entrée en vigueur du nouveau système d'accès automatisé dans les recyparcs. Je voudrais rappeler la réflexion et l'objectif : les recyparcs n'étant pas uniquement utilisés par des habitants du Brabant wallon mais également par des citoyens de provinces voisines et par des professionnels, cela engendrait des coûts supérieurs à ce qui est équitable pour ceux et celles qui contribuent financièrement, et parfois même, cela engendrait des congestions au détriment du service. Le bilan de la première année est incontestablement positif : tous les objectifs sont remplis et le système est beaucoup plus juste et équitable vis-à-vis des communes membres et de leurs habitants.

En matière de gestion des eaux, alors que l'actualité ne cesse de susciter les inquiétudes et que le climat de suspicion s'étend à de nouveaux paramètres émergents, pour lesquels il n'existe parfois pas encore de normes officielles, je voudrais insister sur le fait que la qualité de notre eau est notre principal objectif au quotidien. in BW respecte scrupuleusement les normes particulièrement strictes établies par les autorités régulatrices.

Nous avons également mis en service deux nouvelles stations d'épuration, à Bois-Seigneur-Isaac et Autre-Eglise, ce qui nous permet de tendre encore plus vers un taux d'épuration de 100% et d'atteindre le « bon état écologique et chimique » de toutes nos eaux de surface, dans le respect des directives européennes. Nos dernières stations sont des modèles d'intégration paysagère et de maîtrise de notre empreinte environnementale : les filtres plantés de roseaux et les bio-disques sont trois fois moins énergivores que les procédés classiques, ils stimulent la biodiversité et sont particulièrement appropriés aux zones rurales.

En matière de développement économique et territorial, je voudrais saluer l'aboutissement de la mission des diagnostics territoriaux des 27 communes du Brabant wallon. Ces diagnostics sont des outils précieux pour l'élaboration des Schémas de Développement Communal. Ils permettront de répondre aux besoins futurs de la population, tout en veillant à une gestion responsable et durable du territoire.

D'autres projets-phares ont considérablement avancé : le Parc d'Activités Economiques de la Sablière à Mont-Saint-Guibert, le hub créatif agroalimentaire « Sur le Champ », l'extension du Parc

d'affaires « Les Portes de l'Europe » sur le site de l'ancien circuit automobile de Nivelles, le Clabecq City Business Parc sur le site des anciennes Forges, … sans oublier l'extension du Crématorium du Champ de Court, un projet particulièrement ambitieux qui nous permet d'offrir aux familles un espace de recueillement encore plus performant et fonctionnel pour rendre hommage à leurs proches dans la dignité et l'apaisement.

Ces projets s'inscrivent pleinement dans notre vision : proposer des services publics utiles, accessibles et adaptés aux évolutions du territoire, tout en plaçant l'humain au centre de nos préoccupations.

Je remercie sincèrement les 500 collaboratrices et collaborateurs d'in BW qui mettent chaque jour leur expertise et leur énergie au service des communes, des entreprises et des habitants du Brabant wallon.

Laurent Dauge, Directeur général



En soutien de nos métiers traditionnels, nous nous sommes engagés ces dernières années sur la voie de la transition numérique et durable. Un nouveau département a été mis sur pied pour gérer ces aspects et je suis très satisfait du dynamisme avec lequel celui-ci œuvre à de nombreux projets innovants.

Sur le volet énergétique, nous avons continué à assister nos communes dans la mise en œuvre de leur politique locale énergie / climat et mis sur pied notre propre plateforme de rénovation « RénoBW », dont l'objectif est de guider les communes et de soutenir les habitants souhaitant optimiser les performances de leur logement.

Je me réjouis également de nos propres performances énergétiques : plateforme de monitoring énergétique de nos installations, production d'énergie verte, cogénération, installations photovoltaïques, … Nous sommes globalement autosuffisants et parvenons même à valoriser ce que nous ne consommons pas.

Sur le volet numérique, nous avançons sur la courbe de notre transition interne : nouvelle plateforme dédiée aux ressources humaines, modernisation de nos infrastructures, systèmes et outils, formation de notre personnel, gouvernance des données, …

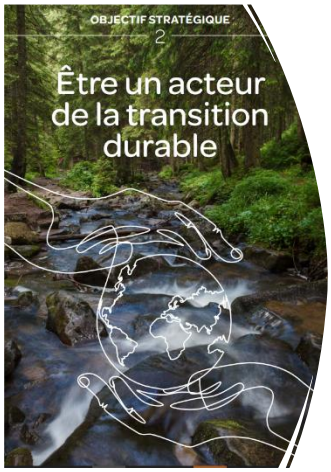
Nous souhaitons nous inspirer de cette digitalisation interne pour aider nos communes à engager leur propre transformation. Une nouvelle offre de services est en cours de réflexion, intégrant notamment un volet sur l'intelligence artificielle, qui nous concerne tous de plus en plus au quotidien.

Sur le plan de la sécurité de nos collaborateurs, 2025 nous a permis d'identifier et de classifier les différents risques. Le nombre de remontées de situations dangereuses a doublé cette année, c'est une excellente nouvelle mais nous devons rester vigilants car chaque accident est un accident de trop ! Plus largement, notre culture du risque se renforce et nous y sommes particulièrement attentifs.

Présentés en mai 2025, les résultats d'une enquête sur notre notoriété auprès des mandataires a mis en lumière une connaissance parfois partielle des services que nous proposons et un souhait de davantage de transparence sur nos objectifs et nos actions. S'appuyant sur ces constats, nous avons renforcé le principe des rencontres avec nos communes et un plan de formation de nos Administrateurs, agrémenté de visites de terrain, a été mis sur pied. Notre visibilité auprès de nos parties prenantes semble se renforcer, ce qui légitime encore plus notre action.

Je tiens à remercier chaleureusement tous nos départements et services pour leur professionnalisme et leur détermination. Plus que jamais, in BW est une intercommunale performante, un acteur structurant du territoire et, l'ensemble de nos équipes contribue à ce que le Brabant wallon reste un territoire attractif, durable, dynamique et où il fait bon vivre.

Démarche



Le développement durable est au cœur de nos métiers et constitue l'un de nos trois objectifs stratégiques à atteindre en 2025. Nous souhaitons continuer à réduire nos impacts et participer activement à l'agenda du développement durable fixé par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 2015, au travers des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD).

En, nous avons contribué directement ou indirectement à ces ODD et aux cibles fixées par l'ONU pour les atteindre.

Nous avons identifié 4 ODD prioritaires majoritairement impactés par nos métiers :

- ODD n°6 - « Eau propre et assainissement »
- ODD n°8 - « Travail décent et croissance économique »
- ODD n°9 - « Industrie, innovation et infrastructure »
- ODD n°12 : « Consommation et production responsables »

Ensuite, les principes de bonne gouvernance d'in BW contribuent à l'ODD 16, et à deux cibles en particulier :

> 16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux
>
> 16.7 Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions

En outre, l'essentiel de notre stratégie de transition digitale et durable contribue favorablement à l'ODD n°11 - « Villes et communautés durables ».

Enfin, l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs » constitue le fondement même de notre mission de service public : être au service de nos associés, des 'clients-citoyens' et des entreprises de notre territoire. Cet objectif est également impacté par l'ensemble des partenariats établis avec nos parties prenantes pour assurer nos activités de manière efficiente

Tout au long de ce rapport, nous présenterons notre contribution aux 4 ODD prioritaires, mais aussi l'impact que nos activités génèrent sur les autres ODD, à différents niveaux de notre organisation.

Mission, Vision, Valeurs

L'année 2025 a marqué une étape importante pour notre organisation. Dans la continuité du plan stratégique 2023–2025 et en préparation du cycle stratégique suivant, notre Mission, notre Vision et nos Valeurs ont été revisitées et ajustées afin de mieux refléter notre identité, nos ambitions et un contexte en constante évolution.

Cette évolution est le résultat d'un travail collectif, mené conjointement par les organes de gestion, le comité de direction et les collaborateurs.



La Mission, la Vision et les Valeurs ainsi redéfinies constituent le socle du plan stratégique 2026-2028, auquel l'ensemble de l'organisation a contribué !

Territoire

Développement économique et territorial

- Crématorium du Champ de Court
- Parcs d'activités économiques
- Business Center
- Hall Relais

Gestion des déchets

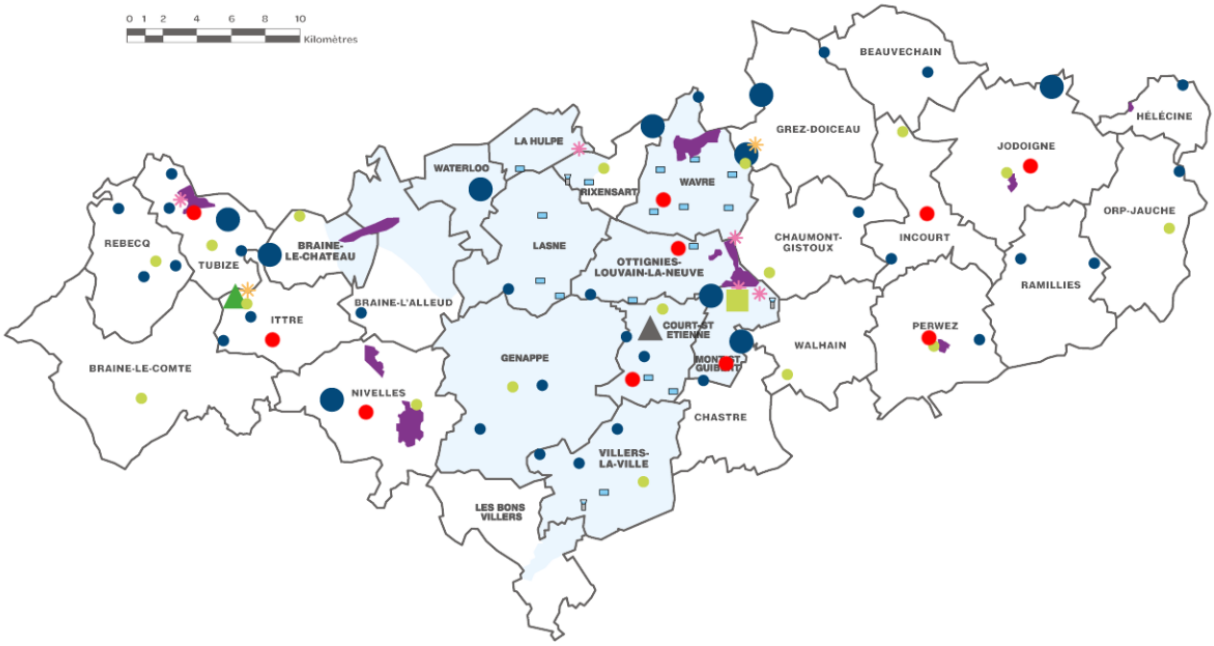
- Unité de Valorisation Energétique (Virginal)
- Centre de tri (Mont-saint-Guibert)
- Plateformes de compostage
- Recyparcs

Eau potable

- Réservoir
- Château d'eau
- Communes associées, Production et/ou Distribution

Assainissement des eaux usées

- Stations d'épuration (plus de 10.000 E.H.*)
- Stations d'épuration (moins de 10.000 E.H.*)





NOTRE ORGANISATION

PROJETS MAJEURS

Afin de répondre aux ambitions de notre plan stratégique 2023-2025, de nombreux projets sont mis en œuvre. Parmi ceux-ci, 15 projets majeurs ont été identifiés. Il s'agit des 10 priorités du PS, complétées par 5 autres projets d'envergure. La liste complète se trouve en ANNEXE I – informations complémentaires de ce rapport. Ils sont identifiés par une pastille libellée au nom du projet concerné.

Projet majeur

Nouveaux services aux communes

DÉVELOPPER DES NOUVEAUX SERVICES AUX COMMUNES

La raison d'être d'in BW est la réalisation des missions d'intérêt communal qui nous ont été confiées. Les matières à traiter au quotidien par les communes sont de plus en plus pointues et évolutives, dans un contexte social et économique de difficultés budgétaires. Dans le cadre de nos métiers, les communes bénéficient de nos compétences et de notre expertise, leur permettant de profiter d'économies d'échelle. Soucieux que chaque actionnaire puisse faire appel à nos services, nous souhaitons renforcer notre rôle fédérateur notamment en accentuant la promotion de nos actions et grâce à de nouveaux services innovants en lien avec nos métiers.

Transition numérique et durable

→ Aide au développement de Communautés d'énergies renouvelables (CER) au travers du projet **PIPER** au sein de la Sablière de MSG

→ En 2025, l'accompagnement des communes du territoire en termes de Digitalisation s'est traduit par des projets déployés sur 3 thématiques :

Centre de services partagé Digital City :

e-zy BW, le Cadre Open Data territorial visant à Favoriser la transparence et l'accès aux données publiques et Renforcer l'interopérabilité des systèmes d'information

Mise en place d'un dispositif Start IA visant à développer des services publics optimisés grâce à l'Intelligence Artificielle

→ Poursuite de la dynamique POLLEC

→ Lancement de notre plateforme de rénovation RénoBW

Cycle de l'eau

→Une nouvelle approche de Gestion Intégrée de l'EGouttage (GIEG) afin de prospecter sur la reprise en gestion des réseaux dans les autres régions et pays

→Réutilisation des eaux traitées (« REUSE »)

→Smart-metering : le projet a été recentré en 2025 sur les besoins internes dans le suivi des gros consommateurs et dans la gestion des fuites en loge.

Développement Economique

Aménagement du Territoire : réalisation des DIAGNOSTICS TERRITORIAUX WALLONS pour nos communes (27 rapports communaux et un rapport pluri-communal à l'échelle du Brabant wallon)

→ nouvelle mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec nos communes pour la réalisation de leur SDC - schéma de développement communal

RÉALISER LA DIGITALISATION DE L'INTERCOMMUNALE

Digitalisation interne

Différents projets ambitieux de notre programme de digitalisation interne, Digit'in BW, ont été finalisés avec succès. Citons notamment la mise en place des trois plateformes : Human Capital Management (HCM), Energy Monitoring System (EMS) et Data. D'autres projets sont en cours de réalisation et suivent les trajets initiaux, par exemple : la définition et la mise en place d'une gouvernance des données, l'uniformisation du SIG, la mise en place d'un nouvel intranet. Un cycle de formations spécifiques aux outils M365 est également en cours, celui-ci permettra de mettre à niveau les connaissances de l'ensemble des collaborateurs par rapport aux outils Microsoft et de faciliter la mise en œuvre du projet de gestion documentaire basé sur les outils Teams et SharePoint.

Néanmoins, certains fonds baptismaux importants au niveau de l'architecture IT restent à raffiner. Pour se faire le programme IT 'North Star' a été défini et lancé : des missions distinctes d'architecture, définies sur des périmètres bien précis, ont été initiées et se poursuivent : architecture réseau, architecture backup, data center, ...

RENFORCER UNE CULTURE DE GESTION DES RISQUES

Gestion des risques

Le projet GUARD, lancé en 2024, vise à doter in BW d'un système structuré et transversal de management des risques stratégiques.

L'année 2025 a été marquée par la consolidation du cadre méthodologique (identification, évaluation et classification des risques) et par l'intégration du projet dans une vision globale de gouvernance et de pilotage. Les ateliers métiers et directions, démarrés à l'été 2025, ont permis d'identifier les principaux risques stratégiques et leurs impacts sur les processus critiques.

Une cartographie des risques stratégiques a été élaborée, intégrant niveaux de risque, niveaux de vigilance, plans d'actions et responsables. GUARD s'articule avec la démarche volontaire de

reporting durable (VSME) via l'analyse de double matérialité, sans se confondre avec les exigences de reporting.

Le projet a renforcé la culture du risque, le décloisonnement des pratiques existantes et la capacité de pilotage par la Direction et le Comité d'audit.

Les travaux se poursuivront en 2026 avec la finalisation de l'outil de gestion des risques, l'actualisation périodique de la cartographie et l'ancrage durable de la démarche dans l'organisation.

DÉVELOPPER NOTRE NOTORIÉTÉ ET FAVORISER L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES AUX ACTIONNAIRES

Notoriété

RENCONTRES AVEC LES COMMUNES ET REUNIONS THEMATIQUES

Les rencontres avec les conseils et collèges communaux se sont poursuivies en 2025 avec plusieurs communes.

Les réunions collégiales thématiques avec les représentants communaux ont continué à être organisées ponctuellement en fonction des projets : déchets, diagnostics territoriaux, POLLEC, RénoBW, transformation digitale.

Des réunions spécifiques ont été organisées avec des représentants politiques communaux selon les nécessités liées à certains projets.

ACTIONS LIEES A L'INSTALLATION DES NOUVEAUX CONSEILS COMMUNAUX

Dans la perspective du renouvellement des conseils communaux fin 2024, plusieurs initiatives ont été menées en 2025 :

Enquête de notoriété auprès des mandataires : réalisée fin 2024, elle a permis d'évaluer la perception d'in BW et d'alimenter la réflexion stratégique. Présenté au Conseil d'administration en mai 2025, le reporting met en évidence : une bonne reconnaissance globale de l'intercommunale, une marge de progression pour transformer cette notoriété en image plus positive, une connaissance parfois limitée de l'ensemble des services proposés, une perception parfois négative liée à la gestion des déchets, certains répondants évoquant des coûts élevés et exprimant un souhait de plus de transparence sur la tarification.

Enquête de satisfaction auprès du Conseil d'administration sortant : réalisée à l'issue de la dernière séance en juin 2025

Session de présentation d'in BW à destination des mandataires : organisée en février 2025, elle a rassemblé une centaine de participants représentant 26 actionnaires sur 30.

Rencontres Bourgmestres – Président – Directeur général : trois sessions ont été organisées début 2025, réunissant 17 participants.

À la suite du renouvellement du Conseil d'administration en juin 2025, un **plan de formation des administrateurs** a été déployé. Au second semestre 2025, plusieurs sessions de formation théorique ont été organisées sur les métiers d'in BW. Elles ont été complétées par des visites de terrain ouvertes à l'ensemble des mandataires locaux. Au premier semestre 2026, un cycle de formation généraliste a été organisé en collaboration avec l'UVCW et en partenariat avec les intercommunales IPFBW, ISBW, Waterloo 1815.

AUTRES ACTIONS ET VISIBILITE INSTITUTIONNELLE

Plusieurs éléments témoignent d'un renforcement de l'implication et de la visibilité d'in BW auprès de ses parties prenantes :

Une augmentation notable de la participation aux Assemblées générales, incluant également des mandataires non délégués et des citoyens ;

L'inauguration de la STEP d'Autres-Eglise en décembre 2025, ouverte à l'ensemble des mandataires locaux ;

L'implication dans plusieurs démarches protocolaires et collaborations internationales, dont l'accueil de délégations étrangères et la participation à la visite royale du 2 décembre 2025 dans le cadre de l'initiative BW2030 ;

Plan stratégique et échanges avec les actionnaires

L'évaluation 2025 du plan stratégique 2023-2025, approuvée par l'Assemblée générale de décembre 2025, attribue un score "vert" à l'objectif visant à développer la notoriété et l'accessibilité des services aux actionnaires. Le plan stratégique 2026-2028, adopté en 2025, confirme l'importance de cet enjeu en intégrant la notoriété parmi les dix principaux défis stratégiques.

Le projet de plan stratégique 2026-2028 a été présenté aux actionnaires lors d'une session organisée sous la formule « 27+1 » en partenariat avec la Province.

RESSOURCES HUMAINES

Chiffres-clés

Être un employeur attractif	
Taux d'absentéisme (hors MLD[1])	7,65%
Nombre d'équivalents temps plein	488
Taux de turn-over moyen annuel	2,30%
Taux d'attractivité[2]	93,33%
Temps global de formation par collab. (annuel)	2,4 jours
Soucieux du bien-être de ses collaborateurs	
Accidents de travail sans incapacité	3
Accidents de travail avec incapacité	22
Accidents sur le chemin du travail	2
Nombre de jours d'incapacité	612
Taux de fréquence des AT [3]	32,84

Faits marquants

RETENIR LES TALENTS D'AUJOURD'HUI ET ATTIRER CEUX DE DEMAIN

Être un employeur attractif

Durant l'année 2025 et en lien avec notre plan stratégique, un ensemble d'actions diverses ont pris cours afin de renforcer notre attractivité en tant qu'employeur.

Parmi ces actions on peut ainsi relever en principal :

- La poursuite de la collaboration avec la plateforme de recrutement Beehire destinée à fluidifier tant l'expérience des candidats lors du processus de sélection que celle des managers. La plateforme sera graduellement alimentée par de nouveaux contenus (capsules métiers, politique stratégique de rémunération, ...) au cours de l'année 2026 ;
- L'acquisition d'un nouveau module de "pré/on et off boarding" au sein de la plateforme HCM avec pour objectif de faciliter l'intégration des nouveaux collaborateurs au sein d'in BW et par là même leur intégration à venir ;
- Le lancement d'un marché public portant sur la révision de notre modèle de classification et de notre politique salariale a été validé par le Conseil d'Administration fin 2025 et ce avec pour objectif premier de développer les perspectives de carrière au sein de l'intercommunale.

ÊTRE UN EMPLOYEUR SOUCIEUX DU BIEN-ÊTRE DE SES COLLABORATEURS

L'action principale mise en œuvre par le Département RH dans ce cadre est la rédaction d'une politique de gestion de l'absentéisme ayant pour objectifs de maintenir sous contrôle le taux d'absentéisme, d'éviter un éventuel décrochage des collaborateurs par rapport à leur milieu professionnel et de favoriser au mieux les possibilités de réintégration au sein d'in BW. Cette politique a aussi pour ambition de réguler au mieux les conséquences de l'absence des collaborateurs sur la charge psychosociale de leurs collègues.

Cette politique a été validée par le Conseil d'Administration fin 2025 et trouvera à se déployer au sein d'in BW courant 2026.

En outre, le Département RH a également travaillé à la constitution d'un plan de formation global pluriannuel qui, au-delà de son caractère règlementaire, vise avant tout à asseoir les bases d'une gestion centralisée du développement des compétences.

[1] Maladies de longue durée (>1an)
[2] Ratio du nombre de postes pourvus à l'externe sur le nombre de postes à pourvoir
[3] Du 1er janvier au 31 décembre 2025

Du point de vue de la prévention des risques d'accident pour les collaborateurs internes et externes, l'accidentologie (taux de fréquence et de gravité) est globalement à la baisse depuis 2023, même si un seul accident est déjà de trop.

Afin de réduire le nombre et la gravité des accidents de travail de manière drastique et durable, une attention particulière est demandée à l'ensemble des collaborateurs pour veiller à leur propre sécurité et à celle de leurs collègues (vigilance partagée). Le nombre de Oufti (situations dangereuses) remontés du terrain en 2025 a plus que doublé par rapport à 2024, ce qui témoigne d'une prise de conscience de nos équipes et de l'intérêt d'une approche préventive de la sécurité.
Ce changement de culture d'entreprise doit être poursuivi et accentué pour enfin impacter durablement les mentalités et faire baisser autant que possible le nombre d'accidents de travail



LE CYCLE DE L'EAU

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Nos activités en lien avec l'ODD 6 contribuent également les ODD suivants :



Nos missions

- Protéger les sites de captage et préserver les ressources d'eau
- Produire de l'eau parfaitement saine et potable (prélèvement, traitement, acheminement et stockage)
- Distribuer, en toutes circonstances, à chacun de nos clients-citoyens (particuliers, entreprises, …) une **eau** de **qualité, en quantité suffisante et à** une **pression** et un **débit constant**, et ce, 24 heures / 24 et 7 jours / 7
- Optimiser la gestion du réseau d'eau potable
- Solutionner les approvisionnements alternatifs en cas d'incident (hydrants)
- Gérer la relation clientèle

Interview Yves Renson, Directeur du département Eau potable



Une année 2025 marquée par le renforcement des collaborations sectorielles et par une attention particulière à la ressource

La dynamique des collaborations sectorielles, portée par le nouveau label « Eaux de Wallonie » s'est développée au cours de l'année 2025. Le Département Eau potable s'inscrit pleinement dans cette démarche avec une représentation active au sein des plateformes faîtières mais aussi dans de nombreux groupes de travail et centres de services partagés auxquels nous avons adhéré (Prévent'Eaux, Lab'Eaux, …).

L'année 2025 a également été marquée par le lancement opérationnel du SRRE3.0. Il s'agit de la nouvelle version du Schéma Régional des Ressources en Eau qui doit guider les principales actions du secteur de l'eau au niveau régional durant les prochaines années. Le SRRE1.0 (2010) s'est focalisé principalement sur la sécurisation de l'alimentation en eau de zones particulières (avec création des « autoroutes de l'eau »). Le SRRE2.0 (2020) a pris en compte l'adéquation entre l'offre et la demande en commençant à intégrer la problématique du changement climatique. Avec le SRRE3.0, nous sommes dans la dynamique d'une gestion intégrée et prospective

du cycle de l'eau qui intègre tant les aspects quantitatifs que qualitatifs liés à la ressource : connaissance et gestion de la ressource, analyse et gestion des risques, protection de la ressource, identification et gestion de la demande en eau, adaptation et amélioration des infrastructures. Le SRRE3.0 est structuré en 24 projets. Nous serons pleinement impliqués dans plusieurs d'entre eux afin d'y apporter notre expertise reconnue dans le secteur. Pour les autres projets, nous allons suivre leur évolution afin d'anticiper les impacts potentiels sur nos activités.

Les conclusions des premières études internes sur la gestion quantitative de la ressource — menées à Wavre et sur le cycle de la Justice (couvrant une partie des communes de Mont-Saint-Guibert et de Court-Saint-Etienne) — ont permis d'aboutir à une décision concrète : lancer la prospection d'une nouvelle ressource sur l'un de nos terrains à Wavre.

Il s'agit d'un projet encourageant dans le cadre de cette thématique prioritaire pour notre département (priorité des Plans stratégiques 2023-2025 et 2026-2028). Un renforcement d'effectif en 2026 devrait permettre de continuer à progresser dans cette thématique.

Au niveau opérationnel, l'année 2025 a été très positive. En matière de production, nous avons poursuivi notre objectif de sécurisation de l'approvisionnement en eau potable : les travaux de construction d'un double réservoir à Corbais ont considérablement avancé et nous espérons une mise en service en 2026.

Côté distribution, nous avons posé 2 km de nouvelles conduites, raccordé 263 nouvelles constructions, placé 519 nouveaux compteurs et remplacé plus de 22 km de canalisations (anciennes, en mauvais état ou sous-dimensionnées), soit 1,2% de notre réseau. Ceci nous a permis de dépasser notre objectif d'1%. Preuve de l'excellent état de notre réseau, notre rendement (volume d'eau facturé / volume injecté sur le réseau) a, à nouveau, dépassé les 90%.

De son côté, le climat anxiogène sur les paramètres émergents et sur les PFAS a continué à mobiliser de manière importante nos équipes pour répondre aux questionnements de la presse, des Autorités communales et de nos clients-citoyens.

Enfin, notre CVD (coût vérité distribution) est passé de 2.47 €/m³ à 2.60 €/m³ pour nous permettre de faire face à la hausse générale des coûts liée notamment à l'inflation et notre service clientèle est resté à l'écoute de nos abonnés pour offrir un service rapide et efficace.

Je tiens particulièrement à remercier tous les membres du personnel du Département Eau potable pour leur travail quotidien permettant d'atteindre ces excellentes performances. Leur efficacité, leur réactivité et la grande rigueur de chacun permettent d'assurer un service de qualité à un prix abordable notamment grâce à une bonne maitrise des coûts. Les interventions des collaborateurs sur le terrain dans des conditions souvent difficiles et quelles que soient les conditions climatiques participent à la gestion efficiente de notre réseau.

Chiffres-clés

Production d'eau potable in BW	7.546.898 m³
Achat d'eau auprès d'autres opérateurs	5.375.823 m³
Volume d'eau injecté sur le réseau de distribution in BW	11.710.606 m³
Volume d'eau vendu à la SWDE	1.211.975 m³
Rendement du réseau de distribution (volume consommé facturé / volume injecté)	91.5 %
Longueur du réseau de distribution (sans les adductions)	1.758 km
Nombre d'hydrants	8 974
Renouvellement de conduites de distribution (à charge d'in BW et sans les adductions)	22.137 mètres (soit 1,28% de notre réseau)
Remplacement de raccordements	474
Nombre de compteurs	91 370
Remplacement de compteurs Taux de notre parc	5 912 6,5 %
Investissements (réseau et raccordements)	7.864.863 €
Consommation facturée	10.584.200 m³
Prix du Coût Vérité Distribution (depuis le 1/2/25)	2,60 €/m³
Nombre de factures émises	357.779
Chiffre d'affaires	51.874.858 €

Faits marquants

Sécuriser l'approvisionnement en eau potable

- ☑ Réflexion menée sur le logiciel de supervision afin d'envisager une mutualisation de l'outil utilisé au service Distribution. Test réalisé sur un site et validation du changement de logiciel. Un déploiement du logiciel pour tous les sites est prévu à partir de 2026.
- ☑ Audit des infrastructures dans le cadre de la directive NIS2 avec plan d'actions à déployer en cohérence avec la stratégie informatique "North Star".
- ☑ Le projet de construction des nouveaux réservoirs à Corbais s'est poursuivi en 2025 et arrive à son terme. Les réservoirs et le bâtiment principal sont construits. Il reste les aménagements extérieurs et en lien avec les installations intérieures. Le retard pris par les travaux a engendré des frais supplémentaires en lien avec des achat d'eau importants.
- ☑ Lancement de l'étude pour rénover l'escalier du château d'eau de Genval
- ☑ Finalisation des travaux de remplacement de la conduite du Ry d'Hez.
- ☑ Nettoyage à l'azote du puits de Chapelle pour récupération de sa capacité de production.
- ☑ Inspection de la galerie du Manil avec la participation d'un scaphandrier pour s'assurer de l'état de la partie imergée de l'ouvrage.

Maintenir un réseau d'eau potable performant

- ☑ Objectifs de l'année globalement atteints (sauf pour les remplacements de compteurs et les remplacements de raccordements). Une nouvelle organisation du remplacement des compteurs par publipostage par région (en essai en 2025) devrait permettre de diminuer les déplacements et d'améliorer le rendement du remplacement des compteurs
- ☑ Poursuite de notre politique de renouvellement des réseaux (remplacement de conduites, vannes et raccordements) dont une partie en synergie avec d'autres impétrants (gaz, électricité, téléphone) ou avec les communes. Néanmoins il est de plus en plus difficile de planifier ces synergies, ce qui entraîne des difficultés opérationnelles importantes.
- ☐ Difficultés d'organisation du travail de remplacement des compteurs étant donné l'accès difficile aux habitations. Depuis la crise Covid, les citoyens ne laissent plus facilement l'accès à leur installation privée et sont peu réactifs aux courriers envoyés.

- Disponibilité réduite des sous-traitants en matière de travaux de voirie, conséquence de l'impact post-crise économique puis énergétique de ces 2 dernières années encore tangible sur les prix des matériaux et de la main d'œuvre : les conditions des marchés publics en cours ne sont plus toujours intéressantes pour ces sous-traitants (marge bénéficiaire devenue insuffisante).

Garantir la qualité de l'eau

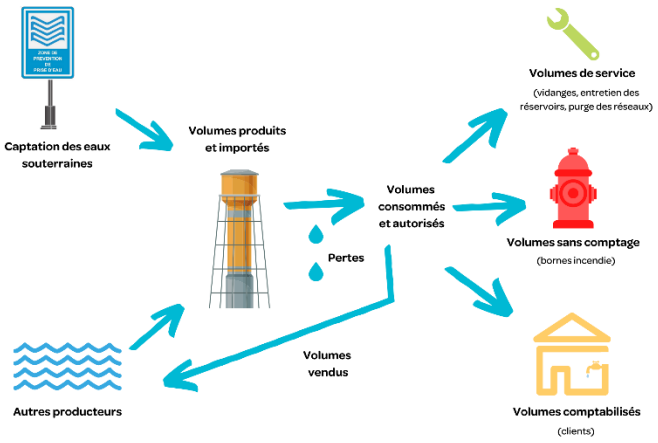
- ✅ Taux de conformité globale des analyses d'eau de 99,8%
- ✅ Suivi des contrats de captage en vue de préserver la ressource en eau

Garantir une eau de qualité à un prix maîtrisé

- ✅ Augmentation du prix de l'eau en février 2025
- ✅ Importante mise à jour de notre ERP afin de répondre à la nouvelle norme Peppol.

ZOOM SUR NOS ACTIVITES

SECURISER L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE



Toutes les données (volumes journaliers produits, volumes journaliers injectés dans les réseaux, …) sont très proches de la moyenne de ces 10 dernières années.

Capacité de production d'eau

AUGMENTER LA CAPACITÉ DE PRODUCTION EN EAU

La première version du plan de gestion quantitative de la ressource en eau a été finalisée début 2025 sur base d'une première analyse de certains captages de production d'eau (données historiques et état de productivité) ainsi que de l'ensemble du réseau piézométrique en place. Ce plan définit des actions à court terme pour l'année 2025 et des perspectives à 2030 tenant compte des analyses des ouvrages mais aussi du contexte climatique et des pressions de qualité sur les masses d'eau. Une partie du plan d'actions a pu être mise en œuvre et la révision du plan de gestion quantitative aux termes de cette année 2025 est en cours.

La méthodologie d'élaboration des PGSSE (Plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux) ébauchée par la Région wallonne en 2023 a été finalisée fin 2025. Cette méthodologie a été éprouvée avec les données d'in BW collectées au niveau de 2 de nos 5 zones fonctionnelles : 2 projets de PGSSE sont donc disponibles aujourd'hui.



Au 1e semestre 2025, lancement du SRRE 3.0 (Schéma régional de ressources en eau) visant à développer au niveau sectoriel une gestion intégrée et prospective de la quantité et qualité reposant sur un cycle d'amélioration, à intégrer les enjeux de la mise en œuvre de la directive Qualité Eau et à prendre en compte les pollutions émergentes et diffuses. Au 2e semestre, nous avons mené une analyse des besoins et opportunités de participer à une partie des projets de ce programme de 24 projets regroupés en 6 piliers distincts (Connaître et gérer la ressource, Analyser et gérer les risques, Protéger les ressources, Identification et gestion de la demande, Adaptation et amélioration des infrastructures, Régulation – sensibilisation – innovation).

GARANTIR LA QUALITE DE L'EAU

La qualité de l'eau est une de nos préoccupations environnementales et sanitaires majeures au quotidien. De la source jusqu'au robinet, l'eau que nous fournissons fait l'objet de nombreuses mesures de qualité permettant d'atteindre un taux de conformité globale de 99,8%.

- 408 analyses de routine portant sur 15 paramètres
- 36 analyses complètes portant sur 113 paramètres (y compris les pesticides et les hydrocarbures)
- 299 analyses bactériologiques portant sur 11 paramètres
- 129 analyses de surveillance volontaire (reprenant les analyses des monitoring wallons)

- Taux de conformité des analyses impératives : 99,6 % (donne le pourcentage d'analyses n'ayant aucun paramètre non conforme pouvant influencer la santé humaine – les non-conformités ont été observées sur les installations intérieures des clients avec une eau conforme au compteur).

- Taux de conformité des analyses indicatives : 97,6 % (donne le pourcentage d'analyses n'ayant aucun paramètre non conforme influençant le confort d'utilisation de l'eau (exemples : la température, la turbidité -aspect très légèrement trouble-, l'odeur, …)

- Intensité d'autocontrôle de la qualité de l'eau : 2,2 (donne le rapport entre le nombre total d'analyses sur eau traitée et le nombre d'analyses légalement requises)



Substances émergentes

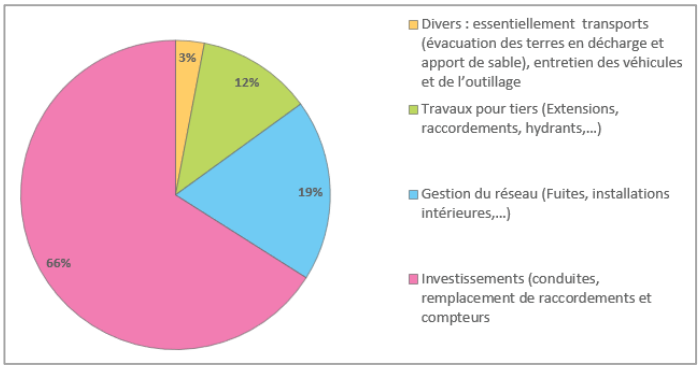
En 2025, les substances émergentes ont encore fait l'actualité en Wallonie. La norme de 100 ng/l pour les PFAS-20 est entrée en vigueur au 1e janvier 2025 et le suivi des concentrations en PFAS-20 et PFAS-4 a été intégré dans le programme de contrôle. L'ISSeP a poursuivi le biomonitoring humain dans les communes approvisionnées par le Feeder du Hainaut. En outre, la Région wallonne a financé, au niveau des différents opérateurs wallons, une 2e campagne de monitoring sur les TFA dans les eaux distribuées au 2e semestre 2025 ainsi qu'une campagne de monitoring sur le CMV.

Suivi Contrats Captage (dont l'objectif est d'optimiser les pratiques agricoles afin de préserver la ressource en eau) pour nos ressources de Limal. En 2025, la zone de Limal a été retenue comme une des 2 zones pilotes pour tester une méthodologie d'accompagnement axée sur la facilitation.

Protection des zones de captage de Thil 3 et Chapelle avec un aménagement des voiries internes.

MAINTENIR UN RESEAU D'EAU POTABLE PERFORMANT

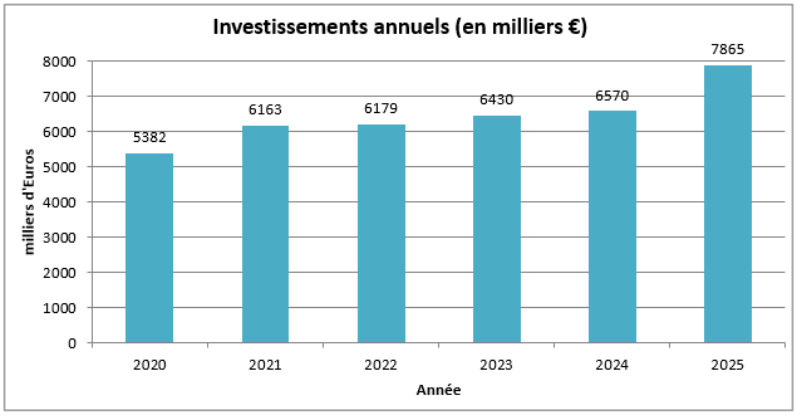
Les membres de notre personnel ont presté 60 399 heures sur le terrain (soit ± 8 389 journées). Ces prestations se sont réparties de la manière suivante (répartition très semblable depuis ces 3 dernières années)



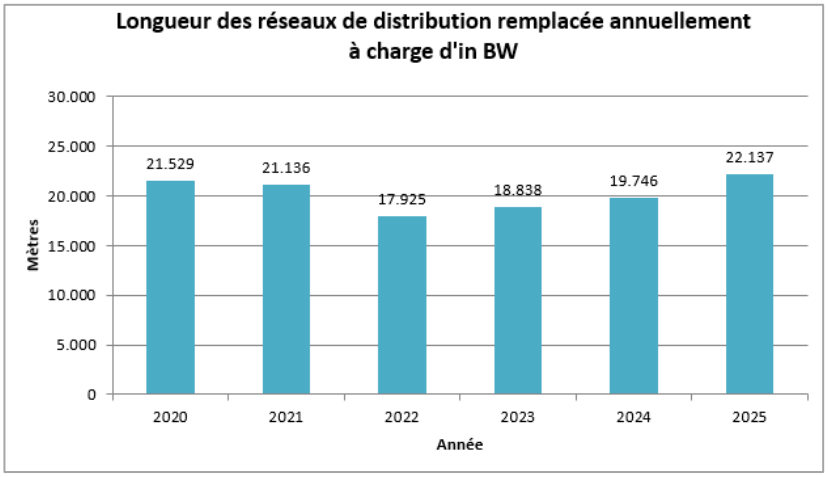
- 66 % d'investissements in BW : conduites, remplacements de raccordements particuliers et compteurs ;
- 12 % de travaux pour le compte de tiers : extensions, raccordements, hydrants, … ;
- 19 % pour la gestion du réseau (fuites, installations intérieures, …) ;
- 3% de prestations diverses : essentiellement transports, évacuation des terres, apports de sable, entretien de véhicules, outillage, …

Investissements in BW

Evolution des investissements (pose conduites et remplacement de raccordements)



1. Renouvellement des réseaux de distribution (conduites) à charge d'in BW

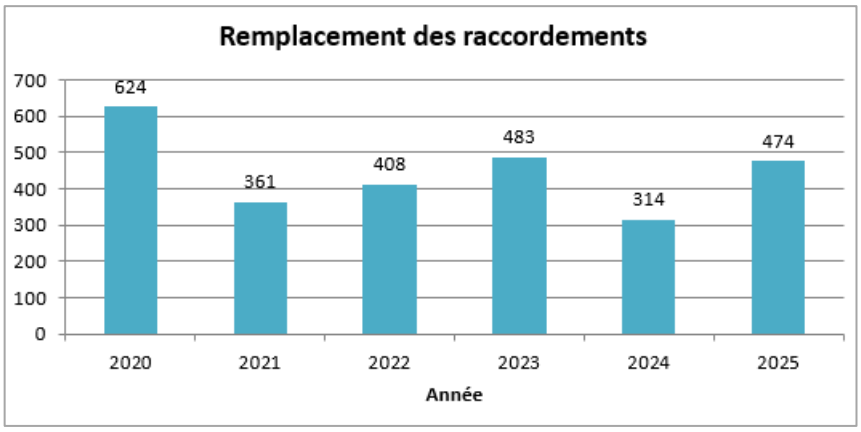


Environ 43 % de nos travaux d'investissements ont été réalisés en commun avec un ou plusieurs autres impétrants ou en parallèle avec des travaux communaux.

En cumulant les investissements à charge d'in BW et les travaux pour le compte de tiers, nous obtenons un taux de renouvellement global de 1,29 % en matière de conduites. **L'objectif de 1% par an en moyenne) est donc largement atteint**.

Longueur totale du réseau de distribution	Longueur 2025 remplacée à charge d'in BW	Longueur 2025 remplacée à charge de tiers	Longueur totale remplacée / longueur totale du réseau
1.758.123 m	22.137m	587 m	1,29 %

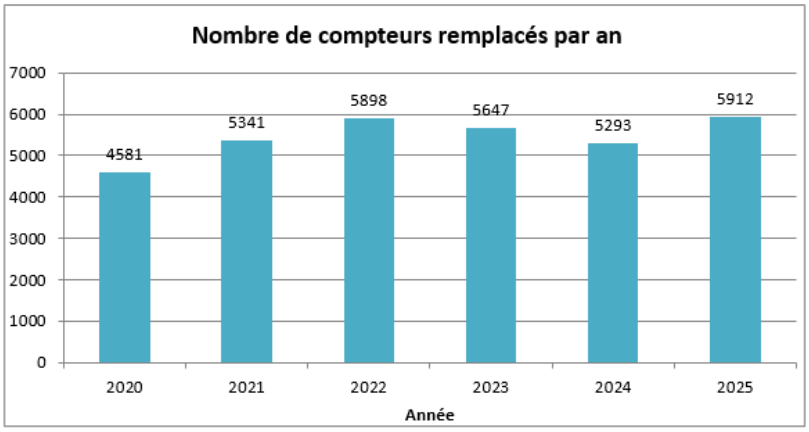
2. Remplacement des raccordements particuliers



L'objectif d'atteindre 600 remplacements tous matériaux confondus n'a de nouveau pas été atteint en 2025. La difficulté de trouver des ressources techniques et la priorisation des travaux avec la main d'œuvre disponible sont 2 facteurs qui peuvent expliquer en partie cette évolution.

Le remplacement des raccordements en plomb étant terminés depuis plusieurs années, de nouvelles priorités ont été fixées à moyen terme (remplacement des raccordements acier vétustes) et l'objectif annuel doit être revu.

3. Remplacement des compteurs



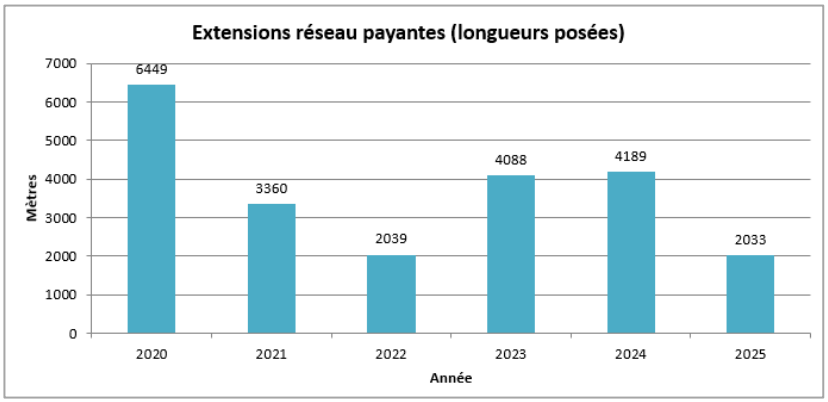
L'objectif fixé pour 2025 (6600 compteurs ou remplacement des compteurs tous les 14 ans) n'est à nouveau pas atteint. Nous l'expliquons principalement par les difficultés d'accès aux habitations durant toute l'année. Malgré de nombreux rappels nous n'avons pas de contacts avec les abonnés nous permettant de fixer un rendez-vous pour accéder chez eux.

Le rendement horaire reste toutefois identique aux années précédentes : environ 1,2 heure par compteur (en ce compris les déplacements, les remplacements de robinets et les fuites avant compteur).

Le taux de renouvellement est de 6,5 %. Il s'agira d'augmenter ce rythme pour répondre aux exigences légales : remplacement de tous les compteurs au minimum tous les 16 ans. Une nouvelle organisation du remplacement des compteurs par publipostage par région testée cette année devrait permettre à l'avenir de diminuer les déplacements et d'améliorer le rendement du remplacement des compteurs.

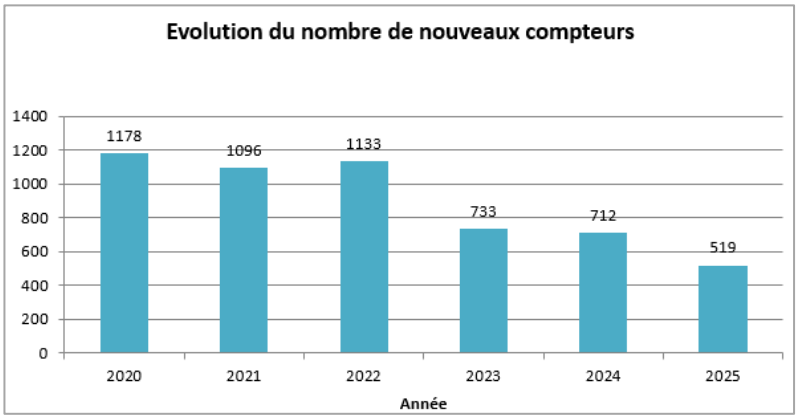
Travaux à charge de tiers

2033 mètres de conduites ont été posées en 2025, dont 587 mètres consistent au remplacement d'installations existantes sous-dimensionnées. Le complément concerne les extensions de réseau : nouvelles voiries, voiries existantes non équipées, …



263 nouvelles « constructions » ont été raccordées au réseau et nous avons placé 256 nouveaux compteurs en rampe (appartements multiples à Braine-l'Alleud, Louvain-la-Neuve et Wavre notamment). Les nouveaux raccordements continuent donc à diminuer.

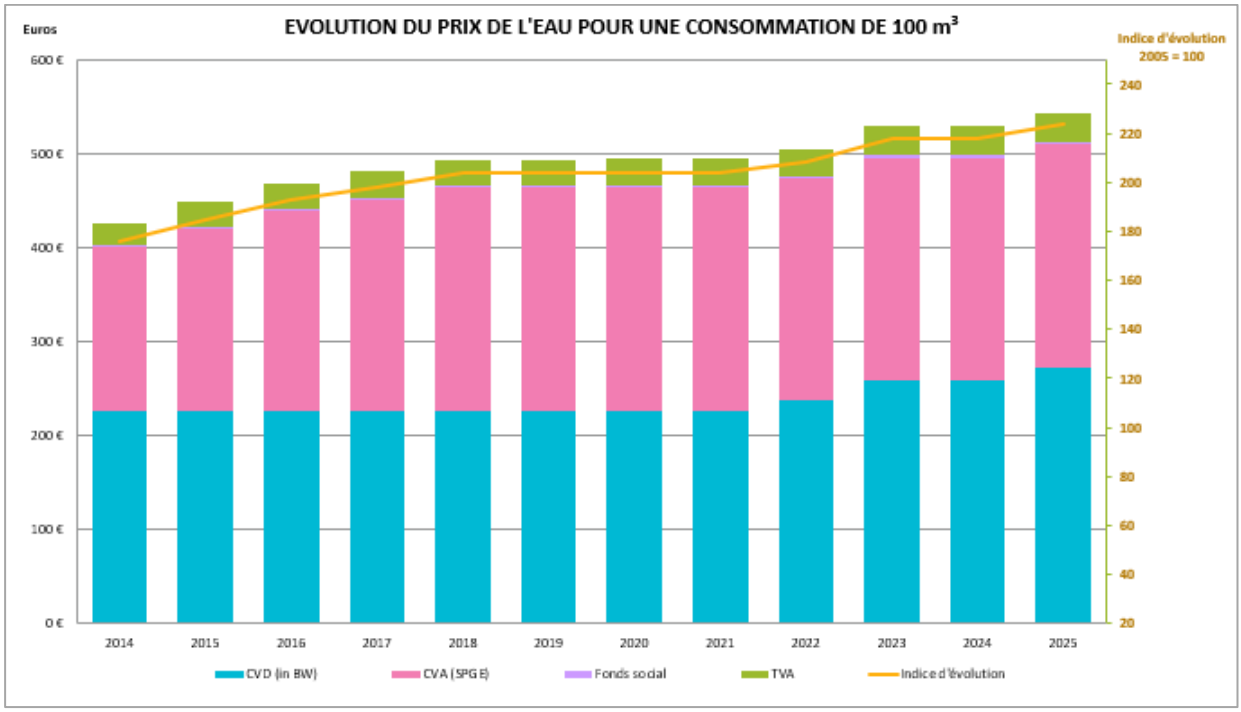
La hausse des extensions observée en 2023 et 2024 ne se prolonge pas en 2025 : les nouveaux projets sont peu nombreux et le phasage des projets majeurs connaît des retards.



Après une forte diminution entre 2022 et 2023-2024, le nombre de nouveaux compteurs a à nouveau légèrement baissé en 2025. Ce constat est à surveiller ces prochaines années.

GARANTIR UNE EAU DE QUALITE A UN PRIX MAITRISE

Le prix de l'eau a été augmenté en 2025. Le CVD (Coût-vérité Distribution) est passé de 2,47 €/m³ à 2,60 €/m³ au 01/02/2025. Le CVA (Coût-Vérité Assainissement) est passé de 2,365 €/m³ à 2,615 €/m³.

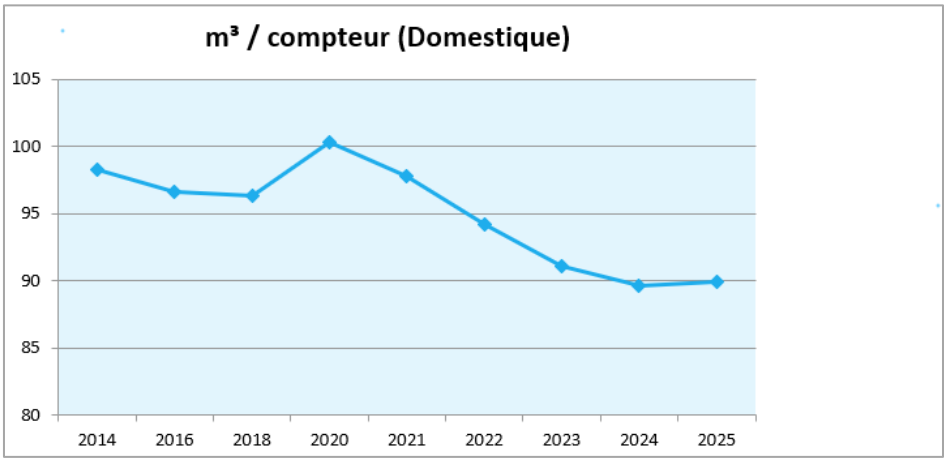


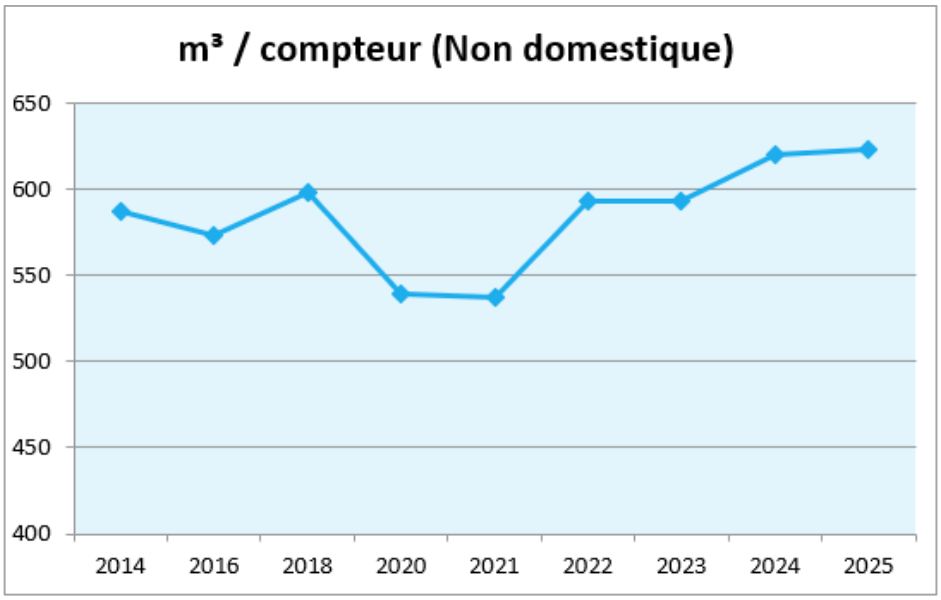
<u>Evolution de la consommation</u>

En 2025, le nombre de compteurs en service a augmenté de 0,6%, ce qui est en diminution par rapport aux années antérieures.

La consommation facturée aux abonnés a atteint 10.584.200 m³, soit une augmentation de 2% par rapport à 2024.

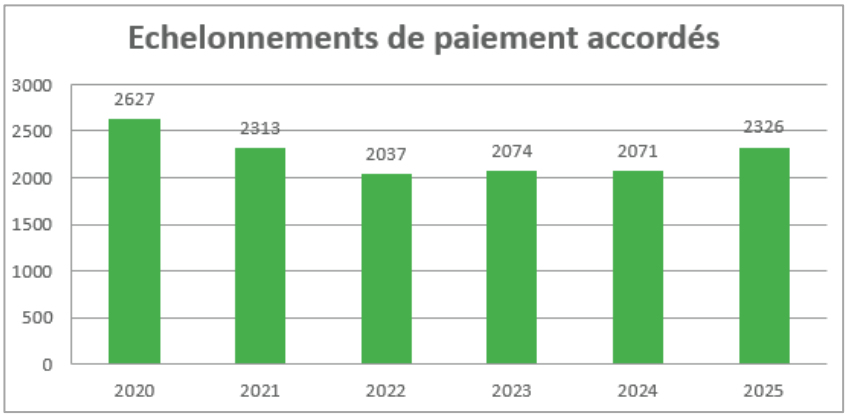
74% de cette consommation sont d'origine domestique. L'année 2025 n'a pas été impactée par une sécheresse ce qui explique la stabilité de la consommation par rapport à 2024 qui était déjà une année plus humide.





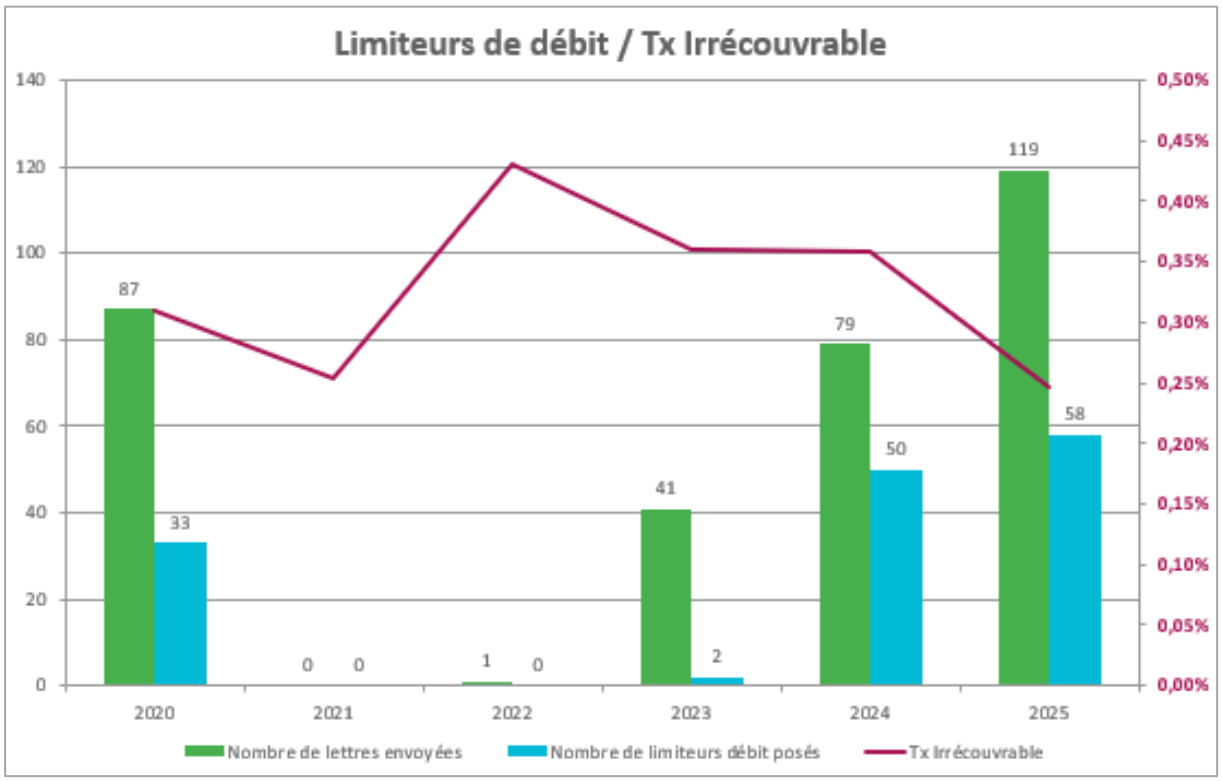
Recouvrement

- ☑ Nous n'avons pas observé de difficultés majeures en matière de recouvrement :
  - 12 % des factures émises ont donné lieu à un simple rappel ;
  - 5 % à une mise en demeure de paiement ;
  - 2 % à un dernier avertissement ;
  - à l'issue des 3 phases de rappel, 0,5 % des factures ont dû être gérées de manière individuelle (= 1.900 dossiers / an).
  - Grâce à notre politique de recouvrement active et soutenue, les montants passés en irrécouvrable sont restés très faibles. Le taux est passé de 0,36 % à 0,25 % (= 128.k€) du montant du chiffre d'affaires (= 51,8 M€).
- Nous observons une forte augmentation du nombre de plans de paiement octroyés en 2025.



Après environ 2 années d'interdiction du recours à la pose de limitateurs de débit (2021 et 2022), cette interdication a pris fin en date du 19/07/2022 (date de publication au M.B.). Depuis 2024, nous avons relancé la procédure définissant les conditons de placement de tels limiteurs. En 2025, on observe un peu plus de 5% de hausse dans le nombre de pose de limitateurs de débit.

Avant application de cette ultime procédure de pose de limitateur de débit, nous gardons toujours notre politique de recrouvement amiable (mis en place en juin 2021) via huissiers de justice afin de maintenir notre taux d'irrécouvrable le plus bas possible.



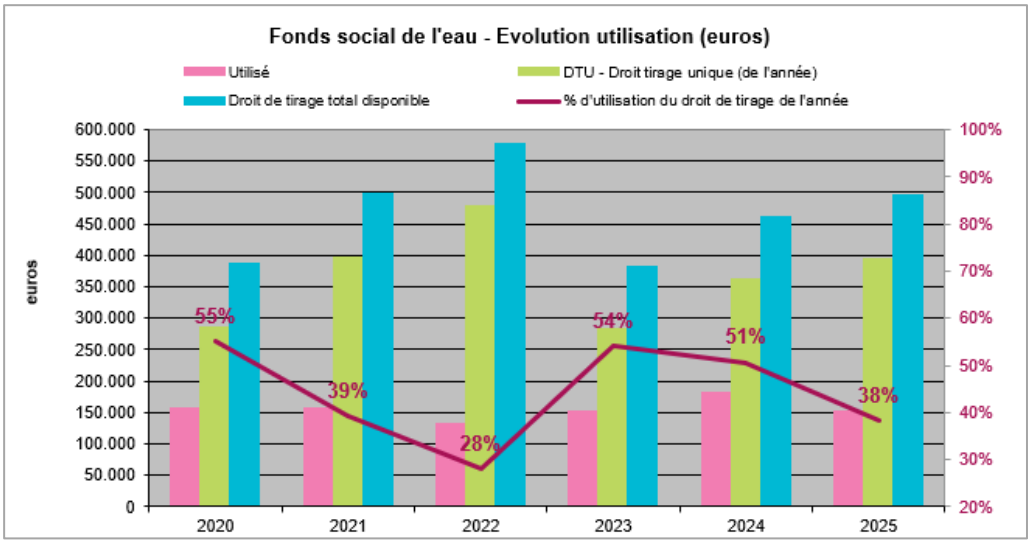
Le mélange des deux méthodes nous a permis de faire diminuer notre taux d'irrécouvrable de 0,36 % à 0,25 %.

<u>Fonds social de l'eau</u>

Le fonds social est toujours sous-utilisé en 2025. L'augmentation du pourcentage d'utilisation observée en 2023-2024 provient de la forte diminution du montant disponible. Pour rappel, le montant disponible pour les années 2021 et 2022 était plus élevé (report exceptionnel des montants non utilisés en 2020 à la suite de la crise Covid). En 2025, on observe une hausse du

montant disponible faisant suite à l'augmentation du prix de l'eau en 2025 combiné à une baisse de l'utilisation du Fonds.

Les montants non utilisés par le Fonds social de l'eau seront reversés à la SPGE.



SENSIBILISER A LA PRESERVATION DES RESSOURCES EN EAU







Actions de sensibilisation pour préserver la qualité et la quantité de la ressource en eau

- Echanges avec de nombreux acteurs externes (conseil communal, administration, scientifiques, agriculteurs, citoyens, ...) sur les enjeux liés aux Contrats captage ou aux substances émergentes
- Sensibilisation des citoyens à l'impact climatique sur les ressources et sur les réseaux de distribution au travers des médias (participation à la cellule sécheresse du Cortex alimentant le point sur l'état des ressources dans le bulletin météo de la RTBF)



Classes d'eau

En 2025, les Classes d'Eau ont sensibilisé sur le cycle de l'eau 92 classes dans le Brabant wallon, soit 1720 élèves de 18 écoles.



ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Nos activités en lien avec l'ODD 6 contribuent également aux ODD suivants :

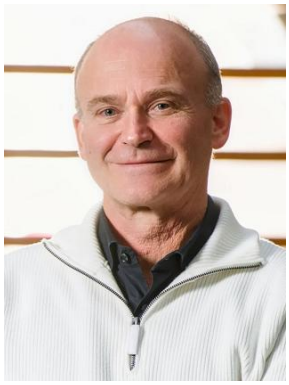


Nos missions

- Gérer les études et les mises en chantier d'ouvrages d'assainissement (égouts, collecteurs d'eaux usées, stations d'épuration)
- Assurer l'exploitation des ouvrages d'assainissement mis en service : stations d'épuration, stations de pompage, réseau de collecte (collecteurs et déversoirs d'orage)
- Superviser les travaux d'égouttage communal (bureau d'études, surveillance, coordination sécurité – santé)
- Remettre des avis sur les autorisations de déversement d'eaux usées à l'égout, établir et gérer les Contrats d'Assainissement Industriel (CAI)
- Assurer le contrôle des systèmes d'épuration individuelle (GPAA)
- Coordonner l'endoscopie, la cartographie et le cadastre des réseaux d'égouttage

in BW est l'Organisme d'Assainissement Agréé (OAA) en Brabant wallon. Depuis 1978, nous y menons la politique de l'assainissement des eaux usées urbaines pour le compte du Gouvernement wallon et de la SPGE (Société Publique de la Gestion de l'Eau) et dont l'objectif est de restaurer la qualité des eaux de surface

Interview Pierre Leuris, Directeur du département Assainissement



35 chantiers de stations d'épuration, collecteurs, égouts & voiries, des attributions de marché d'égouts & voiries inégalées depuis 9 ans, une année record pour le cadastre des égouts, une première station d'épuration à biodisques et une exploitation professionnelle face à la crise PFAS

Pour la troisième année consécutive, le Service Investissements conforte son équilibre financier. Nous le devons à notre ténacité à travailler sur de nombreux dossiers, à notre capacité à prendre nos responsabilités lorsqu'un dossier est en « souffrance » ou en attente d'approbation auprès d'une instance et à notre aptitude à susciter, avec efficience et structuration, une collaboration transversale et une grande polyvalence au sein de notre personnel.

Quelle fierté d'avoir attribué pour 9,2 M€ de collecteurs (Ramillies, Wisbecq, Bois Neuve Cour), la station d'épuration de Folx-les-Caves, la Zone d'Expansion de Crues de la Thyle à Villers-la-Ville et 11,2 M€ d'adjudications d'égouts & voiries avec une équipe d'études augmentant son expertise. Il s'agit d'une garantie importante d'activité sur de futurs chantiers dans 1 à 2 années. Au-delà de ces importants montants, l'activité d'étude c'est aussi 8 avant-projets, 13 projets et 22 adjudications.

Sur le terrain, nous avons assuré la direction et la surveillance des chantiers de construction des collecteurs de Marilles, Wisbecq, Folx-les-Caves, Huppaye et Jandrain ainsi que des stations d'épuration d'Autre-Eglise, Huppaye, Jandrenouille, Noduwez, Bois-Seigneur-Isaac et des locaux de la station de Waterloo !

En matière de cadastre des réseaux d'égouts, nos équipes ont largement dépassé nos objectifs ambitieux en réalisant 270 km. 77% des égouts du Brabant wallon sont aujourd'hui cadastrés. En outre, 154 km d'inspectons télévisuelles ont été réalisées et nous avons continué à fournir un service de qualité et des rapports complets à nos communes pour les aider à prendre les meilleures décisions en matière d'entretien et de réparation de leurs égouts.

De son côté, la station d'épuration d'Autre-Eglise a été inaugurée en fin d'année, mettant en œuvre un nouveau procédé d'épuration biologique par biodisques. Une première en Brabant wallon !

Côté exploitation, le centre de regroupement des Produits de Curage des Réseaux d'Assainissement (PCRA), mis en service fin 2024 sur la station d'épuration de la Vallée de la Dyle, a accueilli 124 dépotages en 2025, ce qui représente près de 500 tonnes de produits. De nombreux essais ont, par ailleurs, été réalisés afin d'optimiser les dépotages et plusieurs améliorations techniques ont été étudiées.

Le monitoring des surverses des déversoirs d'orage (projet GEUTP) s'est poursuivi. La détection de surverses présente un réel bénéfice environnemental puisqu'elle permet une intervention rapide en cas de colmatage. Aujourd'hui, 137 ouvrages sont suivis.

Afin de supprimer les Eaux Claires Parasites (Projet ECP), 17 dossiers répartis dans 6 bassins techniques ont été retenus par la SPGE pour un montant de 2,9 M€, incluant curage, chemisage et étanchéisation.
Par ailleurs, le vieillissement de nos installations est au centre de nos préoccupations. Plusieurs chantiers de revamping ont, par conséquent, débuté en 2025 sur les stations d'épuration de Tubize, Louvain-la-Neuve, Jodoigne et Grez-Doiceau notamment.

Soulignons aussi les très bons résultats enregistrés en matière de valorisation agricole de nos boues d'épuration. Malgré un contexte très compliqué à la suite de la crise PFAS, l'application de nouvelles normes et de nouvelles conditions d'épandage, nous avons pu valoriser plus de 90% de nos boues.

Enfin, des audits énergétiques ont permis d'identifier 103 pistes d'améliorations sur nos installations et de préparer la « Convention Carbone » prévue en 2026.

Je voudrais remercier sincèrement nos collaboratrices et collaborateurs qui ont travaillé au quotidien pour obtenir ces excellents résultats.

Chiffres-clés

Stations d'épuration en service	40
Capacité épuratoire	634930 EH
Taux d'équipement des STEP en Brabant wallon / RW	98% / 94%
Reste à réaliser	13.900 EH
Réseau de collectes d'eaux usées en Brabant wallon	408 km
Taux de collecte en BW (km existants / km à terme)	86,4%
Reste à réaliser	64 km
Egouts existants en Brabant wallon	2680 km
Taux d'égouttage en BW (km existants / km à terme)	91,4%
Reste à réaliser	253 km
Montant des adjudications STEP et collecteurs	8.156.780 €
Montant des Travaux STEP et collecteurs	9.444.355 €
Volume d'eaux usées traitées	44.444.219 m³
Inspection visuelle des réseaux d'égouttage	154,2 km
Réseaux cadastrés	270 km

Faits marquants

Gestion Intégrée de l'EGouttage (GIEG) :

Nouveaux services aux communes

En 2025, in BW a poursuivi le développement de la Gestion intégrée de l'égouttage (GIEG) en entrant dans la phase d'élaboration du modèle industriel, avec l'exploitation des réseaux d'égouttage des Communes de Wavre et d'Ittre (80 km). Cette étape a permis de structurer les bases d'un plan coordonné d'entretien et de réhabilitation des réseaux communaux.
Des campagnes de curage, d'inspections télévisuelles (ITV) et d'analyses endoscopiques ont été menées afin d'évaluer l'état de vétusté des réseaux et de planifier les interventions futures. L'année a été marquée par un retard dans les enquêtes de terrain, entraînant une consommation budgétaire limitée (17 % du budget GIEG). À fin 2025, 876 zoomages sur 1 727 tronçons avaient été analysés sur la zone de Wavre, dont 147 nécessitent des interventions préalables avant réhabilitation. Aucun sinistre n'a été constaté sur les réseaux concernés.
Par ailleurs, la démarche d'Amélioration du Taux de Raccordement (ATR) a été structurée autour d'un inventaire exhaustif des raccordements, de la consolidation des données dans un registre et un SIG, et de la définition d'un plan d'action terrain.
En parallèle, une convention **d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO)** a été finalisée avec la Commune de Mont-Saint-Guibert pour la gestion de son réseau d'égouttage.

Construire la gestion patrimoniale des égouts

En 2025, nous avons **cartographié 270 km de réseaux d'égouts**, ce qui porte le total à 2070 km. Pour rappel, nous avions fixé dans notre plan stratégique un objectif de 2041 km d'égouts cadastrés pour fin 2025. Nous avons par ailleurs **inspecté 154,2 km de réseaux d'égouts**

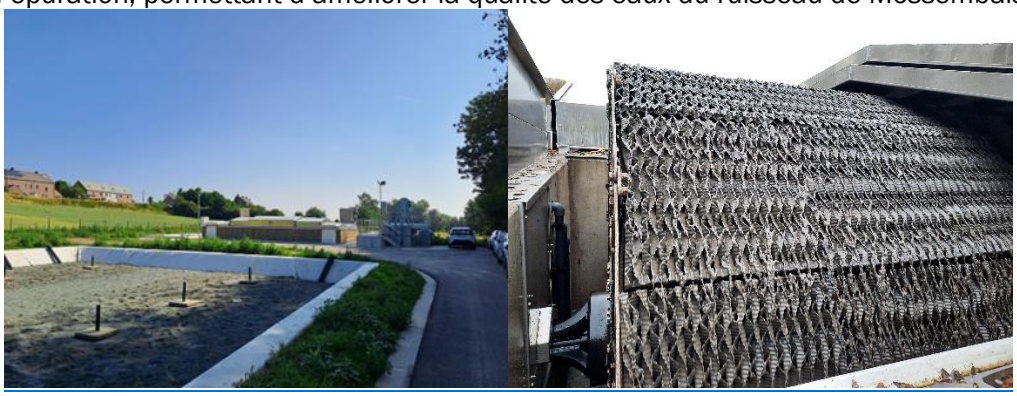
Mise en service et reprise en exploitation des ouvrages

Tendre vers 100% d'épuration des eaux usées

En octobre, **la station d'épuration d'Autre-Église** (bio disques/Lit planté de roseaux) a été inaugurée et reprise en exploitation. Elle s'ajoute au panel des stations de la zone Est et augmente nos capacités épuratoires de 1100 EH ainsi que la longueur des collecteurs de 3100 mètres, 11 déversoirs d'orage et 3 stations de pompage (Ramillies Hédenge – Fodia - Fagneton).

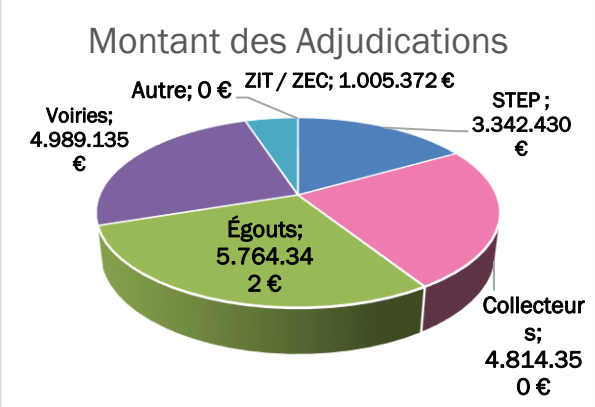
Mise en service de réseau de collecte supplémentaire :
Le collecteur de Jandrain (1.450 m) vient compléter le bassin technique de la station d'épuration de Orp-le-Grand avec 11 nouveaux déversoirs d'orage et 2 nouvelles stations de pompage (Orp-

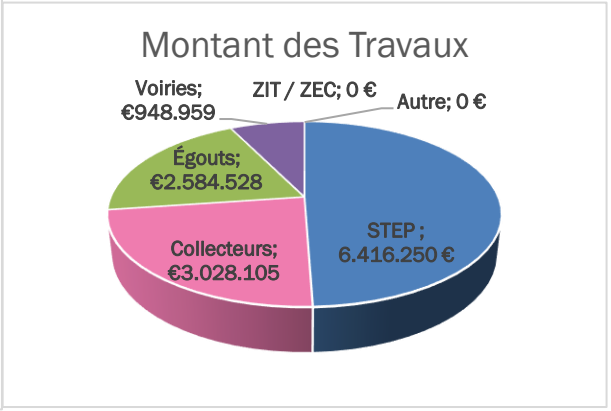
Cuirassier et Orp-Fosses). A Marilles, 1100m de collecteur, 10 DO et une alimenteront la future station d'épuration, permettant d'améliorer la qualité des eaux du ruisseau de Mossembais.



Vue générale de Autre Eglise et vue spécifique d'un de ces Bio disque

Investissements réalisés au cours de l'année





Gestion des PFAS et des boues d'épuration

Depuis janvier 2025, in BW a intégré de manière systématique l'analyse des PFAS dans le suivi des boues d'épuration, conformément aux exigences du Gouvernement wallon et sous la coordination de la SPGE. L'ensemble des lots valorisés s'est révélé conforme aux seuils réglementaires, confirmant la qualité de la filière. Face aux nouvelles contraintes d'épandage et aux incertitudes du secteur agricole, des actions d'information et une rémunération des agriculteurs ont été mises en place afin de sécuriser les débouchés. Par ailleurs, l'adaptation logistique (stockage interne et externe, recours à des solutions de transport complémentaires) et les améliorations techniques sur les sites ont permis d'assurer la continuité et la robustesse de la gestion des boues.

ZOOM SUR NOS ACTIVITES D'INVESTISSEMENT

SITUATION DES OUVRAGES DE COLLECTE ET D'EPURATION EN BW

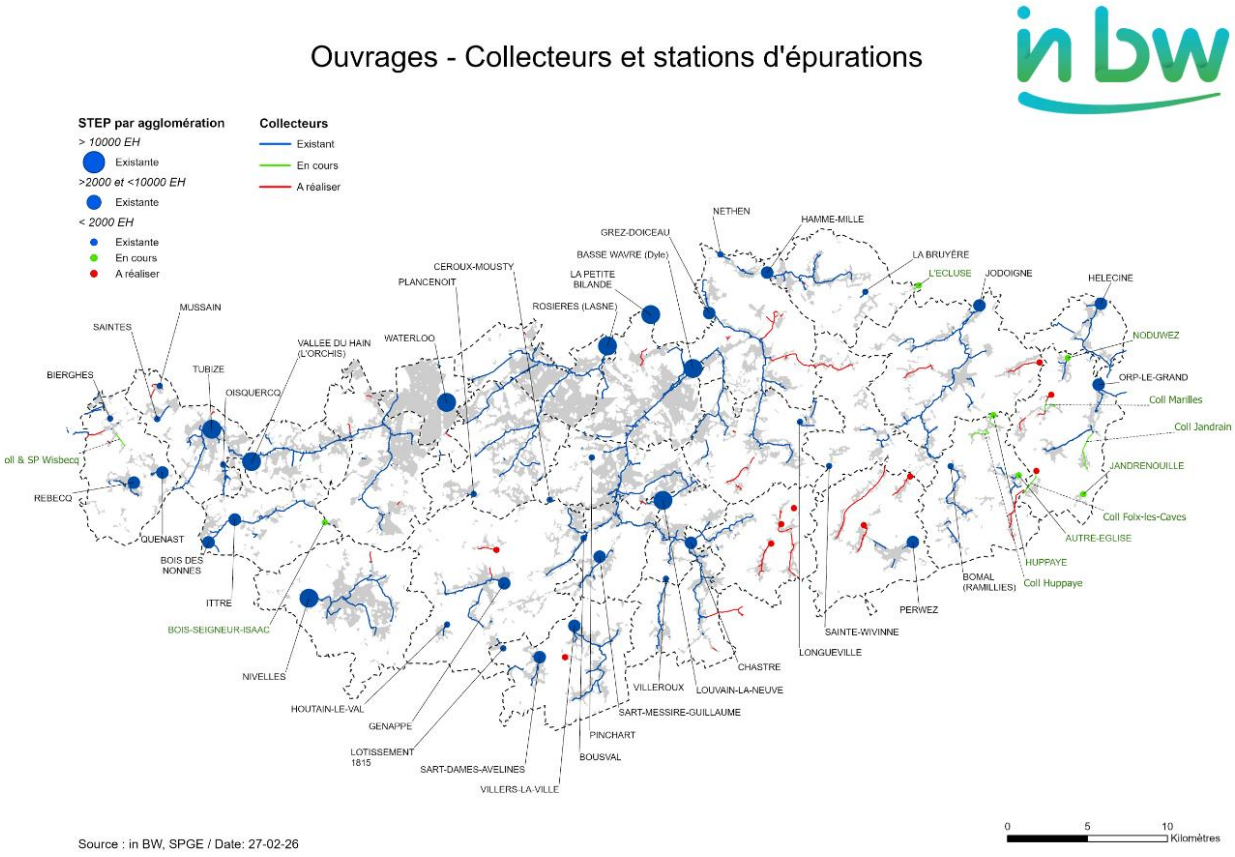


Figure 1 Situation des ouvrages de collecte et d'épuration en Brabant Wallon au 26/02/2026, issue de la cartographie de la SPGE

INVESTISSEMENT DES STATIONS D'EPURATION ET COLLECTEURS AU 31/12/2025

TENDRE VERS 100% D'ÉPURATION DES EAUX USÉES EN FINALISANT LE RÉSEAU DES ÉGOUTS COMMUNAUX ET LE RÉSEAU DES COLLECTEURS ET STATIONS D'ÉPURATION

Nombreux chantiers de constructions :

Adjudications 2025 - Collecteurs	Montants
Collecteur de Ramillies	€ 2.855.973
Collecteur de Wisbecq	€ 1.283.116
SP Bois Neuve Cour	€ 675.261
Total Collecteurs	**€ 4.814.350**
Adjudications 2025 - Stations	
Step Folx-Les-Caves	€ 3.342.430
Total Collecteurs+stations d'épuration	**€ 8.156.780**
Dossiers dont l'attribution de marché par le Bureau exécutif de l'in BW a eu lieu en 2025. Montants hors égouttage et hors travaux communaux en € HTVA	

CHANTIERS 2025 - steps	Montants	
Nethen (DF)	€	347.731,46
Autre Eglise	€	1.222.277,58
Dyle PCRA (DF)	€	52.754,13
Huppaye	€	1.265.271,84
Waterloo rénov et ext. Bat. Admin.	€	141.765,20
Jandrenouille	€	1.174.796,00
Noduwez	€	1.589.327,18
Ecluse	€	492.131,06
Bois-Seigneur-Isaac	€	130.195,81
TOTAL		**6.416.250**
CHANTIERS 2025 - collecteurs		
Marilles	€	430.234
Wisbecq	€	196.545
Folx les Caves	€	261.774
Huppaye	€	1.122.400
Jandrain	€	871.741
Noduwez (DF)	€	145.411
TOTAL		**3.028.105**
Total 2025 Coll + Step :	**€**	**9.444.355**
(DF = Décompte final)		

Égouts et voiries	14 et 9 chantiers
Travaux d'égouttage	2.584.528 €
Travaux de voiries conjoints	948.959 €

AMELIORER LA CONNAISSANCE DE NOS RESEAUX DE COLLECTE

Notre équipe de cartographie, cadastre et inspection des réseaux (composée de 8 agents) a pour missions :

- D'effectuer les inspections télévisuelles des canalisations dans le but de déterminer leur état et de fournir un conseil aux communes en matière d'entretien et de réhabilitation ;
- De cadastrer les réseaux et d'enrichir nos ressources cartographiques afin de traiter les demandes d'impétrants et de mettre cette connaissance à la disposition de nos communes.

L'évolution des inspections télévisuelles.

Les inspections télévisuelles, en 2025, devaient atteindre un total de 150 km, dont 93 km réalisées par nos équipes et 57 km par des partenaires externes :

- Nous dépassons l'objectif annuel interne des 93 km. Nous avons ainsi réalisé 96,7 km d'inspections télévisuelles. Ces statistiques se répartissent comme suit : 24 km par inspection endoscopique, et 72,7 km par inspection en zoomage.
- Par l'entremise du projet de sous-traitance du curage-endoscopie (financement SPGE) que nous supervisons, ce sont 57,5 km d'endoscopie que notre prestataire a réalisé. L'objectif annuel externe des 57 km est donc également rencontré.

Cadastre

L'opération consiste à :

- MESURER la position topographique des regards de visites
- CARACTÉRISER les ouvrages d'assainissement (géométrie, matériaux, ...)
- ÉVALUER leur intégrité

En 2025, nous avons cartographié 270 KM de réseaux d'égouts.

	Egouts cadastrés	Egouts non-cadastrables	Egouts à cadastrer	Total des égouts
2025	2070 km (77,3 %)	118 (4,4%)	491 km (18,3 %)	2680 km

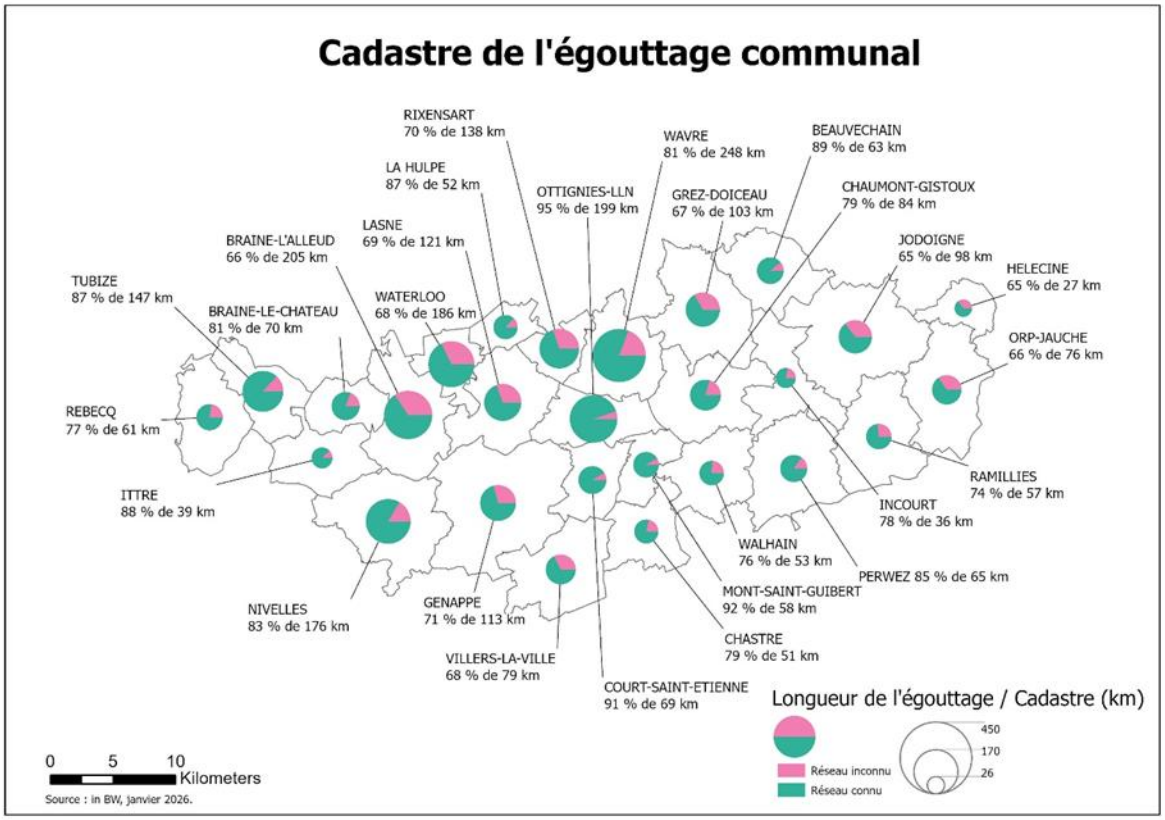


Figure 2 État d'avancement des connaissances en Brabant Wallon

Traitement des demandes d'impétrants

Ainsi, sur les 2470 demandes d'impétrants reçues cette année, seules 99 (4,01%) d'entre-elles ont requis un traitement manuel, ce qui a réduit sensiblement la charge de travail dévolue à cette tâche.

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÊTRE EN APPUI DE NOS PARTENAIRES DANS LA LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

Dossiers en ÉTUDES et Montants d'adjudication
ZEC de la Thyle à Villers-la-Ville (adjudication : 1.005.372€)
ZEC de Cocrou à Grez-Doiceau

Nous sommes régulièrement consultés par la Province et nos Communes en vue d'assurer la coordination (études, acquisition des emprises et travaux) de projets de Zones d'Immersion Temporaire (ZIT) ou de Zones d'Expansion de Crues (ZEC) chargées de stocker temporairement les eaux d'orage pour éviter qu'elles inondent les habitations en aval.

VEILLER A LA CONFORMITE DES PROJETS IMMOBILIERS

Acquisition des emprises

Notre cellule « Emprises » a poursuivi les négociations, les investigations dans le cadre des études de projets, les authentifications et régularisations des emprises nécessaires aux ouvrages.

L'authentification des emprises avant les travaux est maintenant la norme. Ainsi, sur 85 actes d'emprises enregistrés, 49 ont eu lieu avant travaux. 62 autorisations ont par ailleurs été délivrées. Les honoraires seront à l'avenir mieux rémunérés par le Contrat de Service Unique (CSU) conclu avec la SPGE en 2023.

Remise d'avis

Nous avons remis 334 AVIS relatifs à la gestion des eaux usées et PLUVIALES lors d'introduction de permis, ainsi que 29 AVIS relatifs à des demandes d'autorisations de déversement d'eaux usées industrielles dont 28 ont été facturés.

ÊTRE UNE INTERCOMMUNALE PERFORMANTE EN FAVORISANT LA TRANSVERSALITÉ

Appui du service Investissement pour la rénovation et l'extension du Recyparc de Jodoigne, en soutien au département Déchets.

ZOOM SUR NOS ACTIVITES D'EXPLOITATION

ASSURER L'EXPLOITATION DES OUVRAGES EN QUELQUES CHIFFRES …

Volume d'eaux usées traitées	44.444.219 m³
Charge polluante traitée	4.867 T de DB05
Gadoues de fosses septiques traitées	32.693 m³
Production totale de boues par in BW	25.302 T
Boues produites par in BW et valorisées en agriculture Dont valorisation thermique	24.822 T 480 T
Boues produites par un tiers (IGRETEC) et valorisées an agriculture	4141 T
Stations conformes annuellement	100%
Déversoirs d'orage contrôlés	3.173
Systèmes d'épuration individuels (SEI) contrôlés	64
Nouveaux Contrats d'Assainissement Industriels signés (CAI)	2
Stations de pompage en exploitation	108
Nouvelles stations de pompage exploitées	3
Déversoirs d'orage en exploitation	1.542

LUTTER CONTRE LES EAUX CLAIRES PARASITES

Au second semestre 2025, la SPGE a validé plusieurs projets contre les eaux claires parasites, pour **2.860.000 € HTVA**, incluant curage, chemisage, séparatifs et étanchéisation sur **17** dossiers répartis entre six bassins techniques.

VALORISATION DES BOUES

24.822 T de boues ont été valorisées en agriculture, soit 5% de plus que l'année précédente. A cela s'ajoute la valorisation de 4141 T de boues issues de 2 stations exploitées par IGRETEC (Roux et Viesville), soit un total de 29447 T (+5% versus 2024).

- Nos services ont transporté 29.447 T de boues

- Malgré un renforcement des normes, notamment au niveau de PFAS, la quasi-totalité des boues ont été valorisé en agriculture.



COÛT ÉNERGÉTIQUE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

0,46 kWh/m³

On note une diminution de la consommation énergétique de nos sites d'exploitation

AMÉLIORER NOS INFRASTRUCTURES TECHNIQUES



En 2025, le service Exploitation des ouvrages d'assainissement a poursuivi un programme soutenu d'amélioration, de modernisation et d'optimisation des infrastructures techniques, visant à renforcer la performance environnementale, la fiabilité opérationnelle et la maîtrise des coûts d'exploitation des installations d'in BW.

Dans le cadre de la Gestion des Eaux Usées par Temps de Pluie (GEUTP), les résultats du monitoring des déversoirs d'orage ont été présentés à la SPGE et aux OAA. Sur les 1 542 déversoirs en service, 137 ouvrages sont actuellement monitorés. Leur gestion a nécessité en moyenne 5,48 interventions par site, représentant plus de 1 850 heures de travail et 30 000 km parcourus. En 2025, 15 000 € HTVA ont été investis dans le renouvellement des équipements. Une réflexion a été engagée afin d'optimiser les interventions, limiter les alarmes inutiles, améliorer la gestion des données et réduire les coûts, notamment par le remplacement progressif des sondes capacitives par des sondes ultrasoniques.

Plusieurs actions structurantes ont également été menées sur les stations d'épuration. À la station de la Vallée de la Dyle, des travaux préparatoires ont été engagés pour améliorer le traitement de l'azote, à la suite de la mise en évidence de courts-circuits hydrauliques et d'un déficit en carbone pour la dénitrification. Un déflecteur métallique sera installé afin de permettre le traitement de l'ensemble des eaux usées, et un suivi analytique sera réalisé afin d'évaluer l'efficacité de cette correction issue d'études menées par le CEBEDEAU et l'ULg.





À Waterloo, une intervention urgente a permis de rétablir le fonctionnement du lit bactérien destiné au traitement des eaux d'orage, à la suite à un incident mécanique. Par ailleurs, les travaux de rénovation du bâtiment administratif et de l'atelier ont été achevés, améliorant significativement les conditions de travail, l'organisation interne et l'efficacité opérationnelle des équipes.

D'autres sites ont bénéficié d'adaptations techniques ciblées. À Orp-le-Grand et Hélécine, les stockeurs de boues ont été entièrement vidés et des solutions d'agitation renforcée sont à l'étude afin de limiter les accumulations de limons. À Tubize, le système de diffusion d'air de la ligne 1 a été entièrement rénové par l'installation de diffuseurs de type « tapis », offrant un gain énergétique estimé à 30 %, pour un investissement de 427 429 € HTVA.

Cette année, le nouveau centre de regroupement des Produits de Curage des Réseaux d'Assainissement (PCRA) a été mis en service à la station de la Vallée de la Dyle. Quatorze communes ont signé la convention, dont six utilisent déjà la plateforme. Celle-ci a permis le traitement de près de 500 tonnes de produits entrants et une réduction d'environ 50 % des tonnages transportés. L'organisation du site a été optimisée et plusieurs améliorations techniques sont en cours afin de renforcer la sécurité, la traçabilité et l'efficacité du service.



Enfin, le démantèlement du sécheur de boues de la Vallée de la Dyle s'est poursuivi. Ce chantier majeur libère le bâtiment en vue de l'accueil d'un futur traitement des boues, dont le projet sera mis sur le marché en 2026.

Mais aussi…

- **Rénovation du pompage de la cave sécheur à Basse-Wavre**, afin d'optimiser le transfert des boues des épaississeurs vers la digestion et d'améliorer les débits.

- **Optimisation du dosage de chlorure ferrique à la STEP de la Vallée du Hain**, grâce à un paramétrage plus fin basé sur les concentrations en orthophosphate et les seuils de débit fiables, permettant une réduction significative de la consommation de réactifs.

- **Amélioration du pilotage de l'azote à la STEP de la Vallée du Hain**, avec l'intégration du régulateur azote dans l'automate, en vue d'augmenter le rendement épuratoire et de réduire la consommation énergétique.

- **Renforcement du suivi de l'abattement des matières en suspension (MES)** au bassin d'orage de la Vallée du Hain, par l'installation d'une sonde de turbidité en entrée de station, permettant de vérifier en continu le respect du taux d'abattement réglementaire de 80 %.

- **Rénovation complète du système de diffusion d'air de la ligne 1 à la STEP de Tubize**, incluant le remplacement des anciens diffuseurs tubulaires par des diffuseurs de type « tapis », avec un gain énergétique estimé à 30 % (montant des travaux : 427.429,26 € HTVA).

✅ **Lancement d'un comparatif de performance entre les deux lignes de traitement de la STEP de Tubize**, alimentées par le même influent, afin d'évaluer les gains techniques et énergétiques (résultats attendus en 2026).

✅ **Généralisation du télé-relevé des compteurs** sur les stations d'épuration et de pompage, avec le remplacement de 128 compteurs sur 133 (96 % du parc) et une intégration de 84 % dans le logiciel de suivi des consommations, en coordination avec le GRD.

Amélioration et fiabilisation des infrastructures techniques

L'année écoulée a aussi compté de nombreuses interventions d'entretien, de renouvellement et d'optimisation des installations, **principalement liées au vieillissement des équipements et à la nécessité de sécuriser durablement la continuité d'exploitation**.

À la station de la Vallée de la Dyle, le curage planifié d'un digesteur, après plus de dix ans de fonctionnement, a permis de remettre l'ouvrage dans des conditions optimales et **de fiabiliser la production de biogaz**.

Plusieurs actions structurantes ont concerné la filière boues. À la STEP de Jodoigne, la mise en service de nouveaux automates et la révision des programmes de fonctionnement ont permis de stabiliser le traitement des boues, d'améliorer la fiabilité des équipements et d'augmenter les capacités de traitement.

À la STEP de Rosières, des interventions majeures ont été réalisées sur les filtres-presses et les équipements associés afin de prévenir les risques de défaillance hydraulique et d'arrêt prolongé de la déshydratation. Ces travaux, complétés par l'installation de capteurs et le remplacement de composants sensibles, s'inscrivent dans une stratégie de maintenance préventive renforcée. Dans le même esprit, l'évacuation de 320 tonnes de boues du bassin d'orage de Waterloo a permis de restaurer sa capacité utile et de sécuriser son fonctionnement en période de pluie.

Des opérations ciblées ont également été menées sur des ouvrages spécifiques : remplacement préventif de modules membranaires à Louvain-la-Neuve pour sécuriser l'exploitation, nombreuses interventions d'entretien sur la lagune de la Bilande, et reprise de l'entretien des filtres plantés de roseaux à Pinchart.



Enfin, l'année a vu le lancement d'un projet structurant **d'évolution du plan de maintenance**, basé sur la lecture automatique des compteurs horaires et l'intégration des données dans la GMAO, ainsi que la mise en œuvre d'un marché pluriannuel dédié à la maintenance des pompes KSB. Ces actions traduisent la volonté du service d'anticiper les défaillances, d'optimiser la maintenance et de pérenniser les infrastructures techniques à long terme.



ACCELERATION DE LA DIGITALISATION AU SERVICE DE LA PERFORMANCE ET DE LA SECURITE

Cette année le service exploitation a poursuivi activement la digitalisation de ses activités, avec des avancées concrètes au service de l'efficacité opérationnelle, de la maîtrise énergétique et de la sécurité des équipes.

L'outil de gestion de maintenance (**GMAO**) continue de s'ancrer durablement dans les pratiques. Plusieurs fonctionnalités clés ont été mises en production, notamment le plan de maintenance, la gestion des stocks et de nouvelles routines de suivi des installations. Ces évolutions renforcent la structuration des opérations et facilitent le travail quotidien des équipes sur le terrain.

Parallèlement, le développement transversal du monitoring énergétique (EMS) via notre programme Digit'inBW a permis de franchir un cap important. Grâce à de nouveaux rapports intégrés, les équipes disposent désormais d'une vision claire et régulière des performances des stations d'épuration. Ces outils offrent un réel levier d'optimisation, comme en témoigne le site de Tubize où des améliorations techniques ont permis de réduire de moitié la consommation énergétique d'une ligne de traitement, générant des économies significatives.

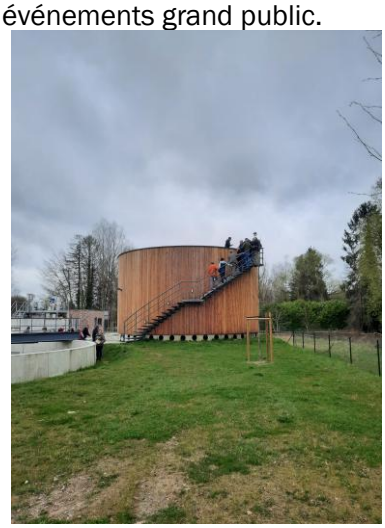
Enfin, la mise en place du carnet de consignes de sécurité **SINTENO** marque une avancée majeure en matière de structuration et de partage des bonnes pratiques. Cet outil, désormais finalisé, contribuera à **renforcer la culture de sécurité** et la transmission des savoirs au sein des équipes, dans une logique d'amélioration continue



ŒUVRER À LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Dans une démarche de gestion durable des ressources naturelles, de nombreuses actions ont été menées en faveur de la biodiversité et de la sensibilisation du public.

Ainsi, 1.270 visiteurs ont été accueillis sur les sites d'assainissement lors des journées portes ouvertes, visites pédagogiques et événements grand public.



Visite de la station d'épuration de Nethen dans le cadre des journées de l'eau

Des opérations d'élagage et d'abattage ont été réalisées sur plusieurs sites afin de sécuriser les installations et les accès, tout en respectant la législation en vigueur.



Site de Chaumont – Gistoux



Ces interventions ont intégré une approche écologique, avec la création de refuges pour la faune par le maintien de bois morts sur site.
L'installation planifiée de passages pour petite faune contribue également à améliorer la continuité écologique des ouvrages.

Enfin, la gestion des parcelles destinées aux panneaux photovoltaïques a été coordonnée entre services, incluant le déplacement d'arbres fruitiers et la préparation des sites.



Site de la Dyle

REUSE

Dans le cadre du PS 2023-2025, un projet de **réutilisation des eaux usées traitées**, mené avec la SPGE et UMONS, visait une valorisation en agriculture et horticulture. Ce projet a toutefois été abandonné à la demande de la SPGE en raison de coûts supérieurs aux prévisions et d'une diminution des financements.
Un second projet de ReUse, initialement prévu à la STEP de Nivelles pour l'approvisionnement en eau de service destinée au nettoyage des routes, a été poursuivi en 2025 mais sa trajectoire sera réorientée en 2026 à la STEP de la Vallée de la Dyle afin d'intégrer une réserve d'eau complémentaire et un traitement de désinfection et être mieux situé par rapport aux utilisateurs potentiels. L'ouverture des offres, la construction et la mise en service sont prévues courant 2026.

TENDRE VERS L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE



En 2025, le **déploiement de la plateforme de monitoring photovoltaïque** a permis un suivi quotidien des productions, du taux d'autoconsommation (constamment > 89 %) et de l'autosuffisance énergétique par site. Les installations solaires des stations d'épuration ont généré plus de 1 MWh sur l'année, représentant une **économie d'environ 202 000 €.**

Projet photovoltaïque Marché ENERDEAL
Quatre installations sur sept ont été finalisées, permettant l'activation des certificats verts et la réinjection sur le réseau après validation par Ores. Plusieurs sites (Jodoigne, Grez-Doiceau, Rosières, Waterloo, Tubize) ont nécessité des adaptations électriques. Toutefois, des problèmes de validation empêchent actuellement la réinjection à Grez-Doiceau et Nivelles, entraînant une perte de certificats verts. À la Vallée du Hain, l'absence de retour concernant la cabine HT bloque le raccordement des panneaux.
Projet photovoltaïque SPGE – Marché Klinkenberg
Le marché remporté en 2025 porte sur des installations de 80 à 500 kWc en toiture pour une puissance totale estimée à 1 856 kWc (sites de Jodoigne, Grez-Doiceau, Vallée de la Lasne, Nivelles et Vallée du Hain). Le projet est en attente de démarrage physique depuis plusieurs mois en raison d'un manque de retour d'Ores sur les validations.

Projet photovoltaïque SPGE – Marché DB Green

Ce marché concerne les sites de Louvain-la-Neuve et la Vallée de la Dyle, en toiture et au sol. Les demandes de permis sont nécessaires pour les installations au sol.

· Louvain-la-Neuve : 230 kWc (457 panneaux).

· Vallée de la Dyle : 1.275 kWc (1 900 panneaux), avec un carport solaire prévu sur le parking.

L'obtention du permis pour les panneaux au sol est retardée par des exigences du DNF liées à la présence d'orchidées sauvages. En attendant, les travaux en toiture ont pu débuter en fin d'année.



Projet panneaux photovoltaïque en toiture à la Vallée de la Dyle

Au total, 2270 panneaux photovoltaïques sont à même de fournir une puissance de 1.135 kWc !

Audit énergétique

En 2025, des audits énergétiques ont été réalisés sur 12 bassins de traitement, couvrant 86 % de la consommation du secteur Assainissement d'in BW, afin de préparer la Convention Carbone prévue en 2026. Ils ont mis en évidence 103 pistes d'amélioration, dont plusieurs actions rapidement rentables, ainsi qu'un potentiel d'économie prioritaire estimé à 765 MWh/an. Ils constituent une base stratégique pour renforcer durablement la performance énergétique et répondre aux futures exigences réglementaires.

Cogénération :

Installation d'un dispositif de séchage du biogaz pour améliorer la cogénération

Le sécheur de biogaz a été mis en service en février 2025 afin de limiter la corrosion du moteur à gaz de la cogénération. Les premières inspections soulignent déjà une amélioration !



LE CYCLE DES DÉCHETS

Nos activités en lien avec les ODD 8 et 9 contribuent également aux ODD suivants :



Interview Laurent Mafa, Directeur du département Déchets



Adéquation du système d'accès automatisé dans nos recyparcs et objectif 90/25 atteint dans 24 communes !

Dans nos recyparcs, le déploiement du système d'accès par points est une réussite totale : il s'avère particulièrement adapté aux besoins des ménages puisque 2,5 % d'entre eux seulement ont dépassé leur quota de 12 points et 80% ont utilisé la moitié de leurs points.

Tous nos objectifs sont atteints : les habitants regroupent davantage leurs déchets, ils planifient mieux leurs visites et adoptent une gestion plus responsable de leurs déchets. Résultat : moins de trajets inutiles, moins de files d'attente, une circulation plus fluide et de meilleures conditions de tri. Nous constatons également un basculement de quantités importantes de déchets des recyparcs vers les collectes en porte-à-porte (PMC, papiers-cartons, ...) et les bulles à verre, ce qui est une excellente nouvelle puisque privilégier ces alternatives permet de réserver les recyparcs aux déchets qui le nécessitent vraiment. Enfin, notre nouveau système est plus juste sur le plan financier puisque ce sont les habitants qui financent le service, via leur taxe déchets, qui en bénéficient en priorité alors que les personnes non domiciliées dans notre zone et les professionnels participent systématiquement aux coûts.

En porte-à-porte, les quantités moyennes de déchets résiduels (94 kg / habitant) et de déchets organiques (22 kg / habitant) produits dans les 28 communes de notre zone, à comparer aux 97 et 19 de l'année précédente, continuent à évoluer dans la bonne direction. Pour rappel, notre objectif est de descendre sous la barre des 90 kg /an de résiduels et de dépasser les 25 kg /an d'organiques. Si on se concentre sur les 24 communes nous ayant confié la mission de gérer

leurs collectes et ayant diminué la fréquence de leurs collectes, notre objectif est même déjà atteint : 89 kg / habitant de résiduels et 26 kg / habitant d'organiques.

Au Centre de Transfert de Mont-Saint-Guibert, suite à l'important incendie de 2024, les opérations de démontage se sont achevées et le dossier de reconstruction est en cours de réflexion, en tenant compte de la construction de la centrale biomasse, qui a débuté en fin d'année, et de l'évolution des quantités de déchets dans nos recyparcs.

À l'Unité de Valorisation Énergétique de Virginal, nous avons connu beaucoup de difficultés sur la ligne 2, qui n'a pu fonctionner qu'à 70% de sa capacité. Nous payons un peu la limitation de nos investissements due aux crises sanitaires et énergétiques. Notre ligne est vieillissante et elle subit de nombreux arrêts. Heureusement, la ligne 1 se porte mieux grâce aux travaux de rénovation menés ces dernières années.

Enfin, nous n'avons pas ménagé nos efforts en matière de prévention : animations zéro déchet dans les écoles, mise à disposition de compostières, Give-boxes, prêt de gobelets réutilisables dans les événements communaux, sensibilisation au gaspillage alimentaire, … sans oublier nos traditionnelles collectes de vélos et de jouets dans les recyparcs et l'impact croissant de nos Espaces Récup' qui ont permis de dévier 32 tonnes d'objets de la filière des déchets pour les faire entrer dans celle de la réutilisation. Toutes ces actions invitent les habitants à revoir leur mode de consommation, à opter pour des pratiques plus responsables et à œuvrer en faveur d'une société plus durable.

Je voudrais remercier sincèrement toutes les équipes du département qui ont œuvré tout au long de l'année pour obtenir ces excellents résultats.

Nos missions

- Maîtrise d'ouvrage de la plupart des collectes de déchets en porte-à-porte (déchets résiduels, organiques, emballages PMC, papiers-cartons, …) et en points d'apport volontaire
- Enlèvement d'encombrants à domicile à la demande
- Entretien des sites de bulles/conteneurs enterrés à verre, à déchets résiduels ou organiques
- Acquisition et distribution des sacs poubelles à déchets résiduels, organiques, PMC, déchets de jardins
- Etude, mise en chantier et exploitation d'ouvrages de gestion des déchets (Unité de Valorisation Energétique des déchets à Virginal, Centre de transfert et de prétraitement des déchets à Mont-Saint-Guibert, réseau mutualisé de 17 recyparcs, 2 plates-formes de compostage)
- Promotion de la réutilisation et sensibilisation des citoyens et public scolaire à la prévention, au tri et au recyclage des déchets

Chiffres clés

Quantité* moyenne de déchets ménagers résiduels (DMR) collectés dans les 28 communes	94,32 kg/hab.an
Quantité* moyenne de déchets organiques (DO) collectés dans les 28 communes	22,58 kg/hab.an
Papiers-cartons collectés en porte-à-porte	34,4 kg/hab.an
PMC collectés en porte-à-porte	24,6 kg/hab.an
Verre collecté dans les bulles en rue et conteneurs enterrés	29,76 kg/hab.an
Déchets collectés dans nos 17 recyparcs**	178 kg/hab.an
Déchets valorisés à l'UVE	97.497 T
Transfert de déchets vers d'autres UVE (au départ de l'UVE)	0 T

Electricité produite à l'UVE	38.799 MWh
Déchets transférés depuis notre centre de transfert	55926 T

(*) y compris les quantités collectées via les conteneurs enterrés (points d'apport volontaire)
(**) relatif au nombre d'habitants du réseau mutualisé des recyparcs

COLLECTES & RECYCLAGES

Chiffres clés

Déchets verts traités sur nos 2 plateformes de compostage	26.030 T
Quantité de compost produit	20.096 T
Nombre d'enlèvements d'encombrants à domicile à la demande	2.250
Nombre de points d'apport volontaire installés en Brabant wallon (pour déchets résiduels, organiques et verre)	878
Nombre d'appels sur notre numéro vert « déchets »	24.943

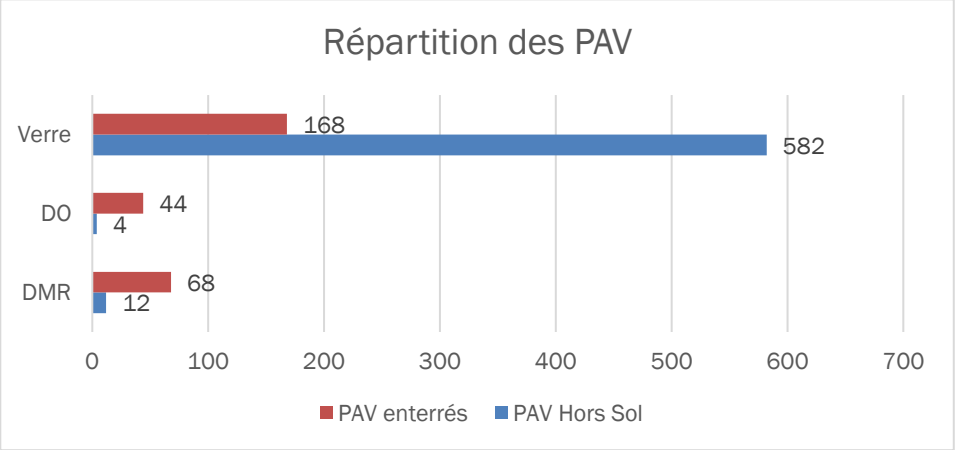
(*) y compris les quantités collectées via les conteneurs enterrés (points d'apport volontaire)

Faits marquants

Objectif 90/25

Déploiement des points d'apport volontaire (PAV)

Au total, 878 points d'apport volontaire sont répartis sur le territoire, dont majoritairement pour la collecte du verre. Les PAV pour les déchets résiduels et organiques installés en 2025 l'ont été essentiellement comme solution complémentaire à la réduction de la fréquence des collectes en porte-à-porte :



Augmentation de la réutilisation via nos 6 Espaces Récup'

Un Espace Récup' supplémentaire a été placé sur le recyparc de Rebecq en 2025, et ce, à la suite des travaux de rénovation. La quantité d'objets déposés pour réutilisation dans nos 6 Espaces Récup' est de 32 tonnes (- 28% par rapport à 2024). Cette quantité a suivi la même tendance à la baisse que la plupart des apports de déchets dans les différents recyparcs in BW, dû à l'instauration du système de contrôle d'accès.

Augmentation de la quantité de compost produite

En 2025, nous avons sorti 20 % de compost de plus que l'an dernier. Cette hausse s'explique principalement par les grandes quantités de déchets verts déposées entre avril et septembre de l'année précédente sur nos deux plateformes de compostage. En effet, le compostage est un processus qui dure environ huit mois (maturation, tamisage, etc.) et l'année 2024 a été

particulièrement pluvieuse, ce qui a entraîné une production plus importante de déchets verts, transformés en compost en 2025.

Appliquer le principe de Pollueur-Payeur

TENDRE VERS L'OBJECTIF POLLUEUR-PAYEUR EN METTANT EN PLACE UN CONTRÔLE D'ACCÈS SUR NOS 17 RECYPARCS

Un système de contrôle d'accès informatisé a été installé dans tous les recyparcs et mis en service le 2 janvier 2025. Ce contrôle d'accès a eu un impact significatif sur la fréquentation de nos recyparcs et sur les quantités de déchets déposés : environ 40% en moins.

En conséquence les coûts de transports et de traitement ont diminué également, essentiellement dû aux principales fractions de déchets en termes de quantités collectées : déchets verts, inertes encombrants et bois). A cela s'ajoute les recettes des paiements aux bornes d'accès ou via les badges rechargeables.

Les objectifs environnementaux et financiers sont donc atteints et les citoyens se sont adaptés à ces changements. L'analyse sera poursuivie dans les prochains mois.

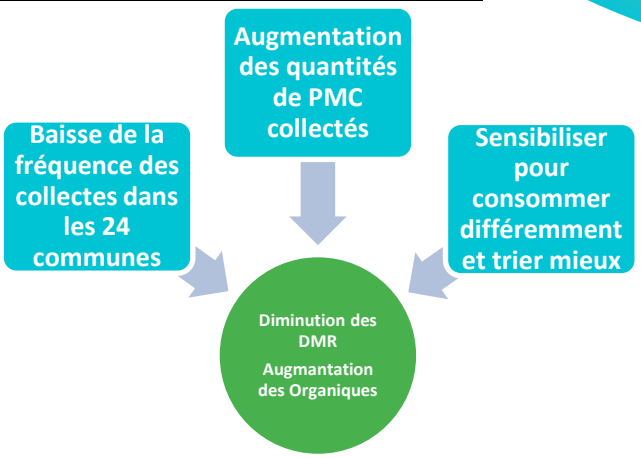
ZOOM SUR NOS ACTIVITES

COLLECTER LES DECHETS

Objectif 90/25

Réduction de la fréquence de collecte des déchets résiduels dans 24 communes

Après des résultats concluants dans quatre communes pilotes en 2023, vingt communes supplémentaires d'in BW ont réduit la fréquence de collecte des déchets ménagers résiduels à une fois toutes les 2 semaines en 2024. Cette mesure, inscrite dans le plan stratégique 2023-2025, visait à réduire les déchets résiduels et à mieux trier les déchets organiques (objectif « 90/25 »).



En 2025, notre objectif "90/25" a été atteint pour les 24 communes concernées par ce changement de fréquence de collecte. Les quantités de déchets ménagers résiduels sont passées à **89 kg/habitant/an** et celles de déchets organiques à **26 kg/habitant/an.**

Résultats dans les 24 communes ayant réduit leur fréquence de collecte pour les déchets résiduels (et organiques pour 8 communes)			
	2024	2025	
RÉSIDUELS (kg/hab.)	92 kg/hab	89 kg/hab	- 3 %
ORGANIQUES (kg/hab.)	22 kg/hab	26 kg/hab	+ 18%

Résultats dans les 26 communes qui ont confié la gestion des collectes à in BW (dont les 24 communes avec réduction fréquence de collecte pour les déchets résiduels)			
	2024	2025	
RÉSIDUELS (kg/hab.)	99 kg/hab	95 kg/hab	- 4 %
ORGANIQUES (kg/hab.)	20 kg/hab	23 kg/hab	+ 15 %

Dans les 26 communes dont nous gérons la collecte, les quantités de déchets résiduels (DMR) sont passées à **95 kg/hab.an** et celles d'organiques à **23 kg/hab.an**.

Les résultats obtenus montrent que la transition vers une collecte des déchets résiduels toutes les deux semaines a été bien appréhendée par les citoyens, reflétant une nette amélioration des comportements de tri.

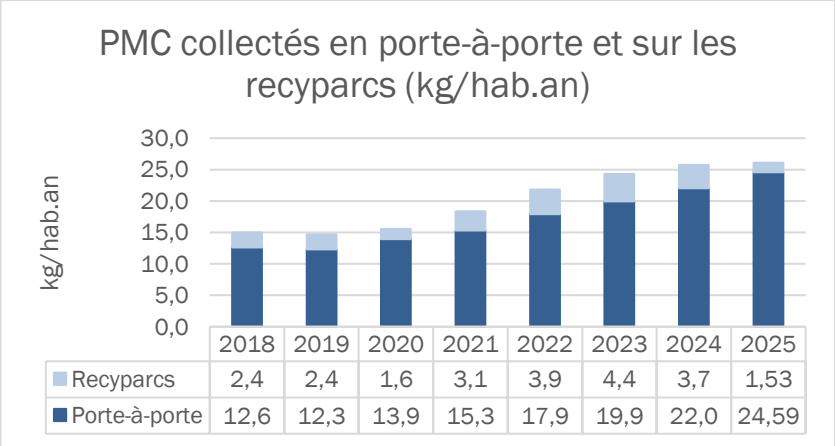
L'impact des changements de fréquence est moindre pour les communes utilisant des conteneurs à puce, car les quantités collectées étaient déjà très basses pour les déchets résiduels et élevées pour les déchets organiques.

Distribution des sacs

En 2025, la quantité totale de sacs poubelle vendus, tous types de sacs confondus (pour déchets résiduels, organiques, PMC, déchets de jardin et amiante), a dépassé les 15,1 millions soit une augmentation de 3,5% par rapport à 2024.

Collectes des déchets d'emballages

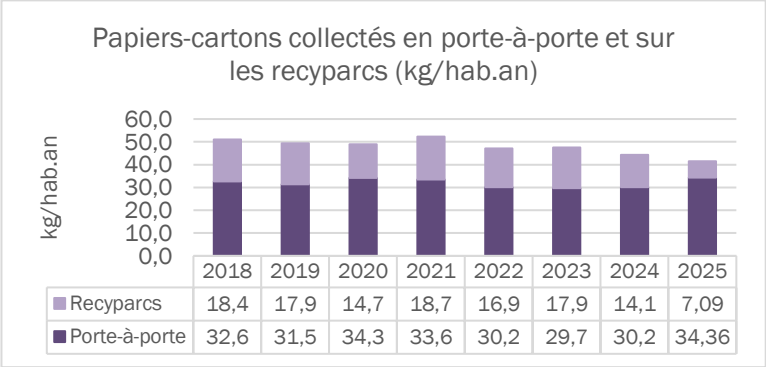
En 2025, les quantités de PMC collectées ont légèrement augmenté, avec un transfert d'un peu plus de la moitié des tonnages des recyparcs vers les collectes en porte-à-porte, dès la mise en place du contrôle d'accès informatisé.



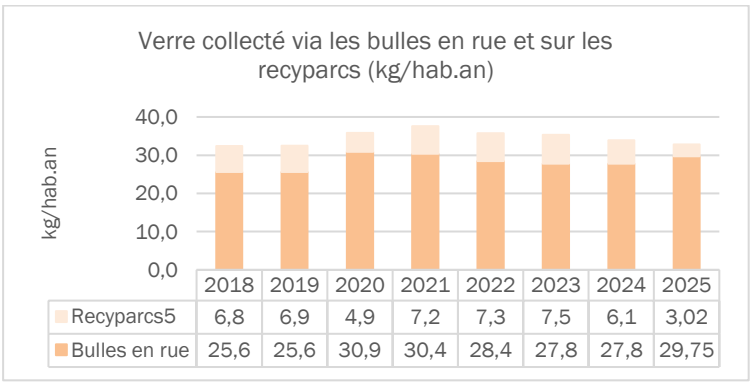
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Recyparcs	2,4	2,4	1,6	3,1	3,9	4,4	3,7	1,53
Porte-à-porte	12,6	12,3	13,9	15,3	17,9	19,9	22,0	24,59

Ce transfert vers les collectes en porte-à-porte s'observe également pour les papiers-cartons ainsi que pour le verre, pour moitié des quantités environ.

Ici toutefois, pour ces deux types de déchets d'emballages, la quantité totale collectée recyparcs + porte-à-porte ou en PAV diminue par rapport à 2024 (-6% pour les papiers-cartons et -3% pour le verre).



	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Recyparcs	18,4	17,9	14,7	18,7	16,9	17,9	14,1	7,09
Porte-à-porte	32,6	31,5	34,3	33,6	30,2	29,7	30,2	34,36

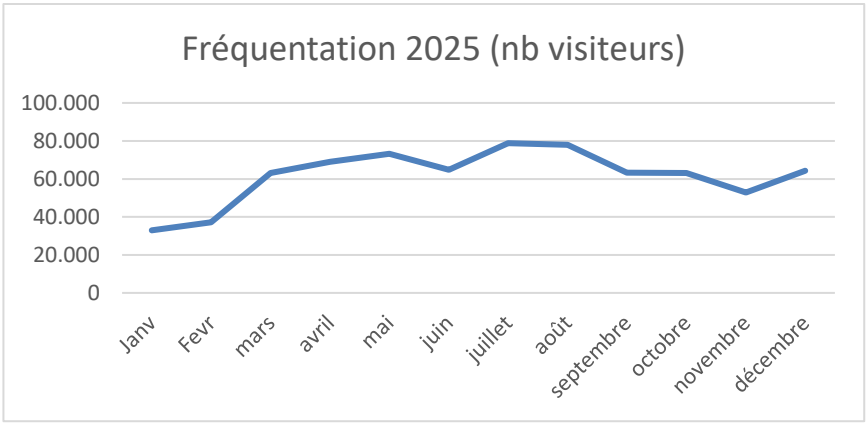


	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Recyparcs5	6,8	6,9	4,9	7,2	7,3	7,5	6,1	3,02
Bulles en rue	25,6	25,6	30,9	30,4	28,4	27,8	27,8	29,75

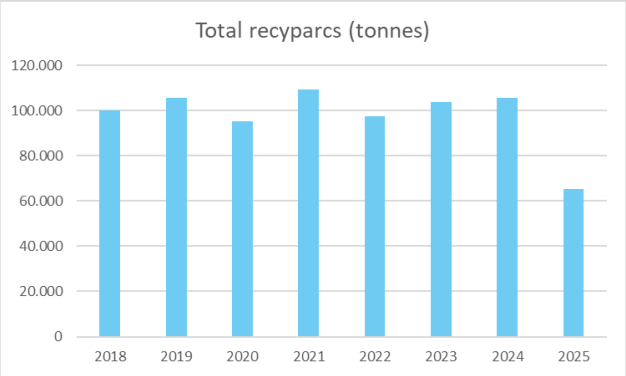
Recyparcs

Le système d'accès informatisé des recyparcs mis en service début 2025 confirme sa pertinence et répond aux besoins de la majorité des ménages. Sa mise en place a demandé une adaptation des habitudes des citoyens. En effet, bien qu'une réduction des quantités amenées dans les recyparcs était espérée, elle s'est avérée plus importante dans la mesure où la fréquentation ainsi que le tonnage entrant ont diminué d'environ 40% sur l'année 2025 par rapport aux années précédentes.

Pour l'année 2025, nous avons enregistré **740.362 visites** sur l'ensemble du réseau recyparcs, soit une diminution d'environ 40% par rapport aux années précédentes où nous estimions la moyenne des visites annuelles à +/- 1.200.000.



Pour l'année 2025, nous avons enregistré une diminution de **38 %** des quantités en moyenne pour l'ensemble des fractions reprises sur nos recyparcs.



Après cette première année, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

- Une fluidité et mobilité retrouvée sur l'ensemble de nos recyparcs et alentours
- Un cadre de travail plus serein pour nos équipes (préposés) qui ont plus de temps pour contrôler la qualité de tri des usagers
- Une stratégie « adaptée » dans l'octroi des 12 points inclus dans la taxe forfaitaire
- Une uniformité dans la diminution du % de la fréquentation et des tonnages collectés
- Un « lissage » des apports en fonction des périodes de l'année, facilitant l'organisation logistique.

Le contrôle d'accès est une réussite :

- ☑ D'un point de vue environnemental : diminution du CO_2, amélioration du tri, amélioration de la mobilité.
- ☑ D'un point de vue économique : recettes complémentaires et surtout diminution des fractions les plus coûteuses en traitement / transport.

Les travaux de rénovation des recyparcs se sont poursuivis en 2025, avec la finalisation de ceux de Rebecq (réouverture début avril 2025). Concernant les déménagements, les dossiers des recyparcs de Rixensart, de Genappe et de Court-Saint-Etienne, sont toujours à l'étude.

SENSIBILISER POUR CONSOMMER DIFFEREMMENT ET TRIER MIEUX

PLAN PRÉVENTION DÉCHETS

Dans le cadre du Plan Prévention Déchets 2025-2027, plusieurs actions de sensibilisation ont été poursuivies afin d'accompagner les citoyens et les communes dans la réduction des déchets. Les initiatives menées s'articulent autour de trois thématiques prioritaires définies avec les communes : le zéro déchet, la réutilisation et la propreté publique.

Au cours de l'année, diverses actions ont été déployées : près de 200 animations Zéro Déchet dans les écoles, mise à disposition de 400 compostières aux communes demandeuses, soutien aux initiatives de réemploi ainsi que la promotion de dispositifs favorisant la réduction des déchets, tels que les Give Box ou le prêt de plus de 82 000 gobelets réutilisables pour les événements locaux.

Un travail spécifique a également été mené en matière de propreté publique, notamment à travers la réalisation et la diffusion d'un guide de la propreté publique pour chaque commune, destiné à l'accompagner dans ses actions de sensibilisation et de gestion des incivilités liées aux déchets.

TRI DES DÉCHETS

Sensibilisation dans les écoles

En collaboration avec Be WaPP et l'association GoodPlanet, 8 écoles du Brabant wallon ont été accompagnées dans le cadre du label « École Plus Propre ». Cet accompagnement vise à améliorer la gestion des déchets dans les établissements scolaires et à sensibiliser les élèves aux bonnes pratiques de tri et de réduction des déchets.

Voici les 8 écoles qui participent en ce moment sur in BW :

Ecoles en année 2 (qui vont terminer et être labélisées cette année) :

- Ecole communale de Dion-Valmont (Chaumont-Gistoux)
- Ecole Saint Martin (Orp-le-Grand)
- Ecole Le Bon départ (Mont-Saint-Guibert)
- Ecole fondamentale Institut du Sacré Coeur (Nivelles)

Ecoles en année 1 (qui ont commencé le projet cette année) :

- Ecole communale d'Ittre (Ittre)
- Ecole communale de Limelette (Ottignies)
- Ecole communale de Oisquercq (Tubize)
- Ecole communale Les Colibris (La Hulpe)

Actions menées avec Fost Plus

En partenariat avec Fost Plus, différentes actions ont été mises en place afin d'améliorer la qualité du tri et de renforcer l'information des citoyens.

Des campagnes de communication ont notamment été diffusées afin de rappeler les consignes de tri, en particulier pour les PMC, et de sensibiliser à la propreté aux abords des bulles à verre.

Du matériel de tri a également été mis à disposition des communes, des écoles et de certains habitats groupés (conteneurs 1 100 litres, corbeilles de tri et affiches explicatives). Les kits événementiels de tri ont par ailleurs été prêtés une douzaine de fois afin de faciliter le tri des déchets lors des manifestations locales.

Enfin, les Welcome Packs ont continué à être transmis aux communes afin d'informer les nouveaux habitants sur les consignes de tri et les modalités de collecte des déchets ménagers.

Promotion du réemploi et sensibilisation

En collaboration avec la COPIDEC, plusieurs initiatives ont été menées afin de promouvoir le réemploi, notamment à travers l'organisation d'actions de récupération de vélos et de jouets dans les recyparcs.

Les outils de sensibilisation existants ont également été renforcés, notamment par la diffusion de messages radio portant sur la sécurité du personnel dans les centres de tri et l'importance du respect des consignes de tri, notamment des bonbonnes, piles et batteries.

Enfin, dans le contexte de l'obligation de tri des déchets organiques à la source, une attention particulière a été portée à la sensibilisation au gaspillage alimentaire et au compostage, via la diffusion de visuels sur les réseaux sociaux.

VALORISATION

Centre De Transfert Et De Prétraitement (Mont-Saint-Guibert)

Missions principales :

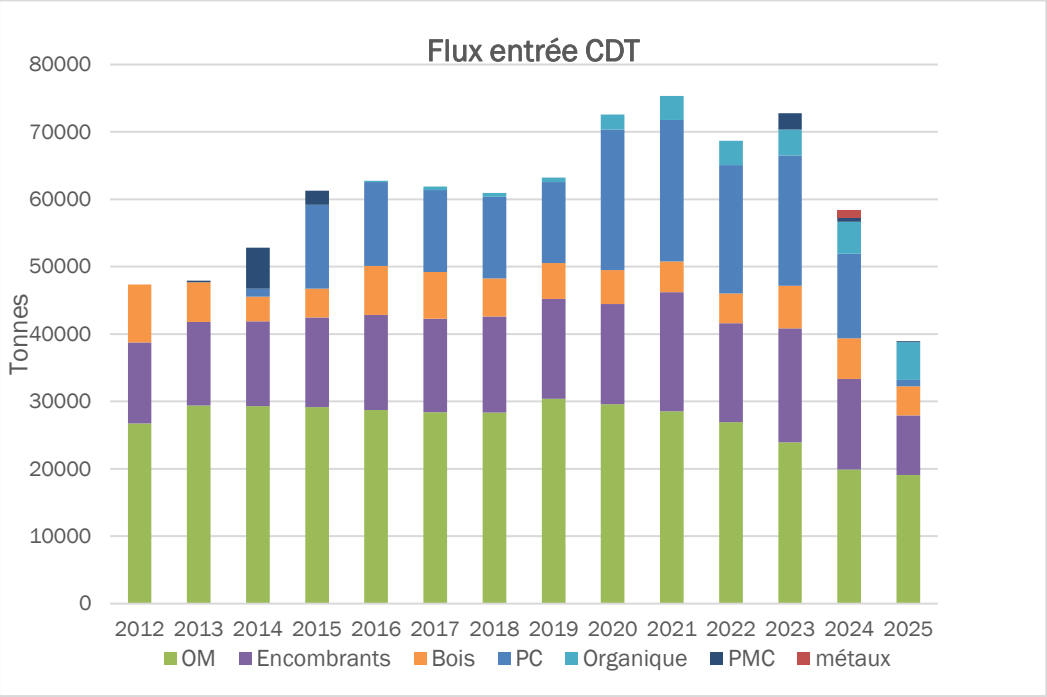
- Assurer le transfert des déchets résiduels collectés dans le centre et l'Est du Brabant wallon dans des semi-remorques (pouvant accueillir des volumes de déchets beaucoup plus importants) afin de rationaliser les trajets vers l'UVE de Virginal.
- Assurer le prétraitement des encombrants (qu'ils proviennent des recyparcs, des collectes en porte-à-porte, d'enlèvements à la demande ou de services communaux). Ceux-ci doivent en effet être broyés et déferraillés avant de rejoindre Virginal pour traitement. En réalité, le broyat d'encombrants est mélangé aux déchets résiduels afin d'obtenir un produit homogène au pouvoir calorifique permettant d'optimaliser les performances de l'UVE.
- Servir de fosse tampon à l'UVE lorsque celle-ci est à l'arrêt pour raison technique afin d'éviter de devoir les transférer vers d'autres unités.
- Servir de zones de regroupement et/ou de prétraitement pour une série d'autres matières (déchets organiques, papiers-cartons, bois, …) avant leur transfert vers les filières de valorisation / recyclage, …

Chiffres-clés

Transfert de déchets ménagers résiduels vers notre UVE	19.084 T
Broyage et transfert d'encombrants vers notre UVE	8.847 T
Transfert de déchets organiques	5.611 T
Transfert de papier-carton	929 T
Transfert de bois	4.332 T
Transfert de PMC	124 T
Transfert de bâches agricoles	91 T
Nombre de véhicules pesés en entrée de site	14.675
Consommation électrique	133 MWh
Consommation d'eau	351 m³

Faits marquants

- ✅ Aucun export vers d'autres UVE en 2025
- ✅ Réception d'un nouvel engin pour le transfert des déchets à la suite à la destruction des ponts roulants lors de l'incendie survenu en 2024
- ✅ Mise en place d'une gestion des eaux avec nouveaux filtres
- ✅ Démontage de la toiture de la fosse et des deux ponts roulants, étançonnage des murs
- ✅ Démontage de toute l'installation de panneaux photovoltaïques
- ✅ Préparation du dossier de reconstruction
- ✅ Externalisation du transfert des papiers-cartons
- ❌ Nouvel incendie survenu le 25 août 2025 dans une logette de stockage extérieure des DMR :
  - 🟨 Origine inconnue
  - 🟨 Plan d'urgence provincial activé pendant 2 heures
  - 🧯 Extinction du feu dans la logette après 12h
  - ✅ Aucun dégât, victime ni blessé
  - ✅ Aucun impact sur la gestion de la dalle par la suite



Valoriser le bois de classe B

Bois B

Ce projet majeur s'inscrit dans notre volonté de tendre progressivement vers l'indépendance énergétique. A cette fin, in BW participe activement au projet de construction d'une centrale biomasse destinée à alimenter l'UCLouvain en chaleur et électricité vertes sur le site de la Sablière de Mont-Saint-Guibert, à côté de notre Centre de Tri.

Les différents accords, contrats et le pacte d'actionnaires ont été finalisés en 2024 à la suite du retrait du recours lancé contre le projet. Dès lors, les travaux de la nouvelle centrale de valorisation ont débuté au dernier trimestre et devraient se poursuivre jusqu'au second semestre 2027. Elle devrait à terme produire annuellement 40 GWh de chaleur et 55 GWh d'électricité, répondant à près de 100 % des besoins énergétiques du campus de Louvain-la-Neuve

Unité De Valorisation Énergétique De Virginal

Mission principale :

Traiter tous les déchets résiduels et tous les déchets encombrants des habitants du Brabant wallon et de Braine-le-Comte.

Les technologies mises en application permettent de conjuguer 3 objectifs capitaux :

- Réduire drastiquement le volume des déchets (de ± 98%) ;
- Transformer la chaleur produite par la combustion en énergie électrique et l'injecter sur le réseau de distribution ;
- Traiter les émissions produites par la combustion de manière à respecter les normes légales les plus sévères et à éviter tout risque pour la population et l'environnement.

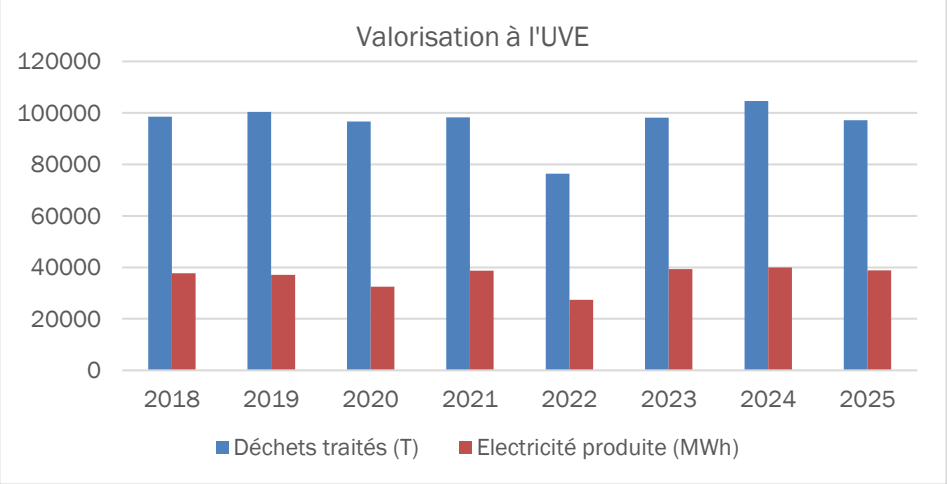
Chiffres-clés

Valorisation de déchets à l'UVE	97.497 T
Transfert de déchets vers d'autres UVE (au départ de l'UVE)	0 T
Electricité produite	38.799 MWh

Part injectée sur le réseau	28.734 MWh
Récupération de métaux ferreux pour recyclage	460 T
Nombre de véhicules pesés en entrée de site	15.816
Consommation de fuel	335.570 l
Consommation d'eau de distribution	34.883 m³
Consommation de chaux vive	28,1 T
Consommation de chaux hydratée	4,2 T
Consommation de charbon actif	1,1 T
Consommation d'ammoniaque en solution	176 T

Faits marquants

En 2025, l'Unité de Valorisation Énergétique a assuré la valorisation de **97.497 tonnes de déchets**, soit une diminution de **7,2 %** par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par des contraintes techniques affectant la disponibilité de l'une des deux lignes d'incinération.



La **ligne 1** a globalement affiché de bonnes performances tout au long de l'année. En revanche, la **ligne 2** a été pénalisée par une disponibilité limitée à **70 %**, malgré des travaux réalisés en novembre visant à améliorer sa fiabilité. L'absence de remplacement de certains équipements structurants, notamment la grille du four, continue toutefois à affecter son fonctionnement. Des analyses technico-économiques sont en cours afin d'évaluer l'opportunité d'un investissement, en tenant compte des coûts et de l'évolution attendue des gisements de déchets. Cette moindre disponibilité représente environ **8.000 tonnes de déchets non traités** et une perte estimée à **5.000 MWh** de production énergétique.

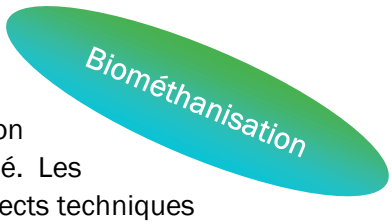
Malgré ces difficultés, l'UVE reste relativement épargnée par certains incidents majeurs rencontrés dans d'autres installations du secteur, tels que les explosions liées aux bouteilles de protoxyde d'azote. Néanmoins, plusieurs arrêts imprévus et dégâts matériels ont été enregistrés au cours de l'année.

Le traitement des fumées demeure un enjeu important, en particulier la production de **résidus de traitement des fumées (refioms)**, encore élevée et coûteuse. L'évolution du mix de déchets et le renforcement des normes environnementales n'ont pas permis d'améliorer cet aspect. À cet égard, le passage envisagé d'un traitement à la **chaux** vers le **bicarbonate de sodium** constitue une piste

prometteuse, offrant des avantages significatifs en matière de sécurité, d'environnement, de consommation énergétique, de maintenance et de coûts.

Enfin, l'année 2025 a été marquée par un investissement structurant avec l'obtention du permis et la construction d'une **dalle de stockage de 4.800 m²**, finalisée début 2026. Cet ouvrage permettra de mieux gérer les variations de stocks, d'optimiser les flux de déchets et d'améliorer la flexibilité opérationnelle, notamment pour certaines fractions issues des recyparcs de l'ouest.

Construire une unité de biométhanisation

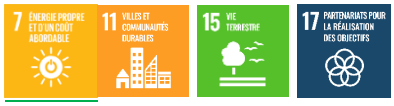


Nous sommes arrivés à la quatrième et dernière phase du dialogue compétitif pour la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une unité de Biométhanisation à Virginal. Le partenaire privé a été désigné. Les différentes conventions sont en cours de rédactions / négociations, les aspects techniques principaux sont finalisés. Les synergies énergétiques, notamment, sont en cours d'étude.



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL

Nos activités en lien avec les ODD 8 et 9 contribuent également aux ODD suivants :



Nos missions

- Créer, équiper et promouvoir les parcs d'activités économiques en Brabant wallon
- Céder des terrains équipés aux entreprises dans nos parcs d'activités économiques
- Construire / rénover / entretenir des bâtiments et les mettre en location en vue d'offrir aux entreprises des espaces de travail de qualité
- Accompagner les entreprises dans le développement de leur activité et leurs démarches d'aide à l'investissement, à l'emploi, à la R&D
- Organiser des séances d'information, formations, ateliers, conférences… afin de stimuler les échanges entre entreprises
- Gérer le crématorium du Champ de Court

Interview Valérie Kessen, Directrice du département économique



Transformer des défis en réussites

Après de nombreuses années de travaux, l'extension du crématorium touche enfin à sa fin. La complexité de ce marché, alloti à l'extrême, tout en maintenant l'activité du crématorium a représenté un véritable défi ! Nous espérons que les nouveaux espaces seront appréciés par les familles et les entreprises de pompes funèbres. Je remercie vivement l'équipe du crématorium, tout d'abord, qui a su maintenir la confiance des parties prenantes malgré les désagréments liés au chantier mais aussi les services infrastructures pour la gestion de ce projet et, enfin, les services patrimoine et techniques spéciales pour leurs travaux et expertise.

Cette année a aussi vu l'achèvement des travaux initiés en avril 2022 du Boulevard de l'Humanité à Tubize, qui donnera accès au Clabecq City Business Park, la finalisation des diagnostics territoriaux - véritable base structurante pour la planification territoriale des 27 communes du Brabant wallon. Nous avons obtenu cette année les avis positifs des instances régionales et communales sur notre projet de développement d'un Parc d'Activités Économiques axé sur la valorisation des déchets, l'économie circulaire et l'autonomie énergétique sur le site de la Sablière, les travaux de rénovation de la Ferme de la Grange à la Dîme et l'accueil de nouveaux

porteurs de projets dans le cadre de notre hub agroalimentaire « Sur le Champ ». Egalement, nous avons obtenu l'arrêté provisoire de révision du plan de secteur en vue de l'extension du Parc d'affaires des « Portes de l'Europe » à Nivelles Nord.

Enfin, l'ensemble de notre patrimoine immobilier résiste bien à un contexte économique toujours difficile et continue de rencontrer les attentes des locataires. Pour la première fois depuis son acquisition, le Monnet Innovation Center présente même un résultat positif grâce aux nombreux projets initiés !

Je voudrais remercier l'ensemble de mes équipes qui gèrent ces différents projets avec passion et une grande efficacité.

Chiffres-clés

Hectares cédés dans les parcs d'activité économique	6,63
Nombre d'entreprises ayant acquis un terrain	9
Emplois générés par la vente d'un terrain ou la location d'un bâtiment	226
Demandes de renseignements (location bâtiment, vente terrain)	174
Superficie du patrimoine immobilier in BW louée	71341 m²
Entités locatives par types de surface : Business centers Immeubles de bureaux et bâtiments-relais Autres bâtiments	 13886 m² 55385 m² 2070 m²
Nombre total de locataires Monnet Innovation Center (MIC) Sur le Champ Autre	127 35 11 81
Nouveaux locataires	23 (avec SLC)
Superficie de bureaux et entrepôts rénovés	Environ 3.300 m²
Demandes d'intervention (HVAC, électricité, ...) Service Patrimoine Service Techniques spéciales (dont MIC)	 980 1176 (954)
Entreprises accompagnées dans le cadre de dossiers d'aides à l'investissement	16

Faits marquants

- Réalisation des Diagnostics territoriaux
- Finalisation des travaux du boulevard de l'Humanité à Tubize (donnant accès au PAE Clabecq City Business Park)
- Finalisation des travaux d'extension du crématorium de Champ de Court
- Finalisation de la phase 1 du RIE pour la révision du plan de secteur de la Sablière
- Validation par le GW de la demande de révision du plan de secteur pour Nivelles C4 et lancement du marché de services pour le RIE

ZOOM SUR NOS ACTIVITES

ÊTRE UN ACTEUR STRUCTURANT DU TERRITOIRE EN RENFORÇANT L'INTERCOMMUNALITE

DIAGNOSTICS TERRITORIAUX WALLONS



À la suite de la décision du Gouvernement wallon du 1er décembre 2023 de confier aux Agences de Développement Territorial (ADT) la réalisation de diagnostics territoriaux communaux, in BW et la Province du Brabant wallon ont conjointement assuré la production des diagnostics des **27 communes du Brabant wallon**. Cette collaboration a permis de mutualiser les compétences et de garantir une approche homogène à l'échelle du territoire.

Les diagnostics territoriaux ont été élaborés sur la base d'une **méthodologie commune définie par les huit ADT wallonnes**, assurant une structure identique des rapports pour l'ensemble des 252 communes francophones de Wallonie. Chaque diagnostic communal constitue un **état des lieux factuel** du territoire, reposant sur des données chiffrées, des cartes et des analyses thématiques couvrant notamment la démographie, l'environnement, la mobilité, le développement économique et commercial, les services à la population, le foncier et l'artificialisation des sols. Un **rapport supracommunal** complète cette analyse à l'échelle du Brabant wallon.

La première phase du projet, consacrée à l'analyse supracommunale, a été présentée aux communes le **4 juillet 2025** lors d'un groupe de travail dédié. Conformément à la convention signée en 2023, les **27 diagnostics communaux ont été finalisés fin octobre 2025**. Ils ont été remis officiellement aux autorités communales lors de deux séances organisées les **25 et 26 novembre 2025**, et sont également disponibles via le portail open data régional.

Ces diagnostics constituent une base de travail structurante pour les communes dans le cadre de leurs exercices de planification territoriale (Schémas de Développement Communaux, révisions de plans de secteur, schémas d'orientation locale, guides d'urbanisme, études d'incidences, etc.). Dans cette continuité, in BW leur propose un accompagnement via des **missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage**, d'ores et déjà engagées avec les Communes de Mont-Saint-Guibert (Master plan), Nivelles (SDC) et La Hulpe (SDC).

RÉPONDRE AUX ENJEUX ÉCONOMIQUES EN RENFORÇANT L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

Mettre en place des projets innovants d'activités économiques

Face à la raréfaction des terrains disponibles, nous investissons continuellement dans l'extension de nos parcs d'activités ou la création de nouvelles zones. En 2025, pas moins de **149,59** ha sont en projet mais les procédures de révision des plans de secteur sont longues et incertaines. Plusieurs projets ont franchi des étapes importantes en 2025.

PROJET DE LA SABLIÈRE DE MONT-SAINT-GUIBERT

La Sablière

La procédure de révision du plan de secteur suit son cours. La phase 1 (Analyse de la demande) du rapport sur les incidences (RIE) a été finalisée par les Bureaux d'étude XMU/TAUW désignés pour la mission. Il a été envoyé le 25 août 2025 à la DDT. Le pôle Aménagement du Territoire a rendu un avis positif en séance du 30 septembre ainsi que la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) en

séance du 26 novembre 2025. Les études du RIE se poursuivent dès lors avec la rédaction de la phase 2 (Etudes des impacts).

Par ailleurs, les demandes de location sont suivies régulièrement et les conventions pour occupation précaire (contrat de location de courte durée) dressées. Une réunion avec l'ensemble des acteurs a été organisée en juin 2025 pour aborder plusieurs points relatifs à la gestion quotidienne du site, ainsi qu'avec C²Project, l'auteur de projet de l'équipement du PAE pour adapter l'avant-projet d'équipement du site.

Hub créatif agroalimentaire SUR LE CHAMP

Sur Le Champ

Développé sur le site de la Ferme de la Grange à la Dîme à Mont-Saint-Guibert, ce projet vise la création d'un **écosystème de relocalisation alimentaire** à l'échelle du Brabant wallon. Après l'obtention du permis d'urbanisme en mai 2024, les travaux de rénovation des bâtiments ont démarré en 2025, soutenus par plusieurs subsides régionaux (Plan de relance, relocalisation alimentaire, biodiversité, UREBA).

Les travaux des quatre premiers bâtiments ont débuté en février 2025 afin d'accueillir ateliers, espaces de stockage, laverie de légumes et chambres froides. D'autres rénovations ont commencé au second semestre. Les études relatives à la rénovation du corps de ferme ont été lancées en avril 2025, tandis que les travaux d'abords sont planifiés pour 2026.

Le site a également fait l'objet d'aménagements complémentaires, notamment le **renforcement du verger existant** (75 arbres hautes tiges) et le **forage d'un puits** destiné à une gestion durable de l'eau agricole. Malgré une communication volontairement limitée durant les travaux, le site a continué à accueillir de nouveaux porteurs de projets en 2025. L'animation de l'écosystème (formations, séances d'information) a été assurée avec le soutien de partenaires institutionnels et sera poursuivie.



Identifier et mettre en œuvre les zones pour les nouveaux Parcs d'activités économiques

NIVELLES NORD C4

En 2021, nous déposions le dossier de base pour étendre le PAE de Nivelles Nord (dit zone C4) sur 32 ha et présentions le projet en séance des pôles “Aménagement du Territoire” et “Environnement”.

Le 13 février 2025, nous obtenions l’arrêté provisoire de révision du plan de secteur de la part du gouvernement wallon ainsi que l’avant-projet de contenu du RIE – rapport sur les Incidences Environnementales. Etape indispensable pour poursuivre les analyses.

Le 25 avril 2025, le contenu du RIE a été fixé définitivement par arrêté ministériel.

Dans la foulée, nous avons rédigé le cahier des charges et lancé l’appel d’offre en juin pour désigner un auteur de projet agrée et chargé de rédiger ce RIE. En septembre, le rapport d’examen des offres reçues a été finalisé et nous recevions l’aval de la tutelle le 15 octobre 2025.

Début novembre 2025, nous démarrions donc cette mission avec le bureau d’études ARIES consultants.

PAE	Superficies cédées (m²)	%
Nivelles Sud Extension	3360	6%
Nivelles Nord Portes de l’Europe	43710	66%
Tubize II	16209	24%
Hélécine	2722	4%
Total	66301	100%

Ainsi, 9 entreprises se sont installées dans nos PAE, ce qui représente 148 emplois nouvellement créés.

La liste des nouvelles entreprises installées à la suite des ventes est annexée au rapport.

La commercialisation de Tubize II s’achève, les terrains du PAE Clabecq City Business Park permettront la poursuite du développement des entreprises à l’ouest du Brabant wallon. Nivelles nord demeure un pôle attractif par la qualité de l’emplacement et des aménagements. Nivelles continue d’attirer de belles enseignes ayant pignon sur rue ou de plus petites entités en croissance à la recherche d’espaces polyvalents.

Moderniser notre parc immobilier loué aux entreprises

Afin de maintenir l’attractivité et la performance du patrimoine mises à disposition des entreprises, in BW a poursuivi le programme de rénovation de plusieurs bâtiments de bureaux et halls de stockage/production, profitant des vides locatifs assez réduits ces dernières années vu le taux d’occupation important de ce type de biens (> à 96%).

Un hall-relais sur le PAE de Nivelles s’est libéré et nous avons décidé d’en faire un laboratoire de rénovation pour ajuster le programme de manière efficiente. Les audits ont été lancés ainsi que les études de faisabilité.

Afin de répondre aux nouveaux besoins des entreprises, notamment en matière de mobilité durable, **de nombreuses bornes de recharge pour véhicules électriques** ont été installées sur les sites du parc immobilier économique.

in BW s’est aussi dotée de plusieurs outils digitaux pour améliorer d’autant la gestion immobilière :
✅ Une GMAO afin d’affiner la gestion des équipements techniques de nos bâtiments ainsi que le logiciel 3P (module Gestion Facilitaire) pour la maintenance des bâtiments.

✅Un logiciel Real Estate Management (REM) qui permet de réaliser toute la gestion locative et financière de notre patrimoine.

Focus Monnet Innovation Center (MIC)



Après avoir finalisé l'étude globale sur la nouvelle identité graphique de nos business centers et la ferme Sur le champ, la mission s'est poursuivie afin d'asseoir cette nouvelle identité à l'interne et à l'externe du Monnet Innovation Center (MIC), notamment par la mise en œuvre d'une nouvelle signalétique. Les travaux sont en cours depuis le second trimestre 2025.

Les marchés de rénovation des cabines haute tension et de l'éclairage du parking ont été finalisés permettant notamment l'installation de nouvelles bornes pour véhicules électriques.

De nombreux travaux de rénovations ont été réalisés par nos équipes en interne afin d'accueillir de nouvelles entreprises, notamment dans le domaine biotech. Globalement tous nos business centers ont suivi cette même dynamique d'adaptation des espaces aux demandes des occupants.. Le taux d'occupation du MIC est passé de 80.6% en 2024 à 88% en 2025. Trois sociétés prometteuses dans le domaine biotech nous ont rejoint en 2025, les labos ayant été upgradés au niveau BL2. La polyvalence des espaces proposés et la réactivité des équipes ont permis d'accompagner les entreprises occupantes dans leur croissance dans des délais record. La flexibilité de la formule « business center » et la qualité des services associés offrent aux entreprises occupantes le confort attendu leur permettant de se concentrer sur la croissance de leur chiffre d'affaires dans un contexte économique plus qu'incertain.

CLABECQ CITY BUSINESS PARK DE TUBIZE

Les travaux d'ampleur du boulevard urbain renommé Boulevard de l'Humanité à Tubize sont achevés. La voirie principale a été ouverte à la circulation en juillet dernier. Ces travaux permettront de donner notamment accès au PAE Clabecq City Business Park dont le permis a été obtenu en mars 2024. Le marché de travaux a été lancé en février 2026, à la suite de la validation du cahier des charges par Infrabel pour les travaux sur son domaine, du devis final d'ORES pour l'équipement du PAE et ainsi de la complétude du dossier d'exécution. L'acquisition des terrains dépollués à la SA Duferco Wallonie a été validée par le Conseil d'administration du 18 mars 2026.

Soutenir le développement économique du tourisme en Brabant wallon

La dissolution du Centre d'Ingénierie touristique de Wallonie (CITW+) en 2023 faute de financements wallon et européen n'a nullement remis en cause notre intérêt de poursuivre toutes autres formes de partenariat avec le Commissariat Général au Tourisme (CGT), la Wallonie et la Province. Nous élaborons des partenariats avec quelques opérateurs afin de pouvoir mettre en place des projets touristiques en lien avec les études menées, notamment à Ittre.

Crématorium du Champ de Court

Géré au sein du Département Économique d'in BW, le Crématorium du Champ de Court bénéficie d'une implantation privilégiée, dans un environnement champêtre, à la fois calme et aisément accessible.

Mis en service le 16 novembre 2011, il répond depuis lors à une demande croissante, émanant tant des entreprises de pompes funèbres que des familles.

Dans un souci constant de qualité de service et afin d'adapter les infrastructures aux besoins actuels, in BW a engagé un important programme de développement des capacités d'accueil et

d'opération du site. Après obtention du permis en 2020, les travaux débutèrent en 2021. La conduite de ce chantier d'envergure, tout en maintenant l'activité du crématorium, a constitué un véritable défi organisationnel et humain.

Aujourd'hui, après quatre années de travaux, nous sommes particulièrement heureux de cet outil modernisé, au service des familles et des professionnels.

En 2025, le crématorium a réalisé 2 579 crémations, un peu en-deçà de la moyenne de ces dernières années. La mise en service de nos nouvelles installations en 2026 permettra d'accroître notre capacité de service.

Années	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Crémations	1.443	1.659	1.672	1.918	2.020	2.221	2.355	2.421	2.818	2.699	2.705	2.614	2.655	2.579

Figure 3 Evolution annuelle des crémations réalisées au Champ de Court



TRANSITION NUMÉRIQUE ET DURABLE

Nos activités en lien avec l'ODD 11 contribuent également aux ODD suivants :



Nos missions

Pour rappel, dans notre Plan stratégique 2023-2025, nous nous sommes positionnés comme un acteur majeur du dynamisme du Brabant wallon en agissant sur deux objectifs transversaux ayant un impact majeur sur l'ODD 11 :

- la **décarbonation** (qui a également un impact majeur sur l'ODD 7)
- la **digitalisation** (qui a également un impact majeur sur l'ODD 16)

Au sein de ce nouveau Département créé en 2023, nos missions sont de :

- Evaluer périodiquement le bilan carbone global de l'intercommunale ;
- Evaluer périodiquement le bilan énergétique global de l'intercommunale ;
- Supporter la transition environnementale interne via des projets transversaux de décarbonation, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables ;
- Accompagner nos associés (pouvoirs publics) dans leur transition numérique et durable ;
- Assurer la coordination du système de management et de la gestion des risques ;
- Assurer le développement et l'entretien de nos infrastructures IT et du parc applicatif interne ainsi que le support aux utilisateurs ;

Interview Benoit Parmentier, Directeur du département de la transition numérique et durable



Une équipe agile et innovante au chevet de la transition numérique et durable de notre province

Plus que jamais, les défis et les opportunités de la transition numérique et durable préfigurent une nouvelle période enthousiasmante et essentielle pour les générations futures.

Après avoir défini en 2024 une ligne de conduite pour accompagner mon équipe dans la poursuite de projets digitaux et/ou liés à l'énergie et au climat, 2025 m'a permis de concrétiser certains de ces projets mais aussi concevoir et déployer de nouvelles offres de services pour les communes et des citoyens.

Sur le volet durable, je suis particulièrement heureux de concrétiser notre projet de plateforme locale de rénovation énergétique « RénoBW ». Dix communes ont décidé de nous faire confiance et notre nouvelle équipe d'experts s'est mise au travail pour accompagner les citoyens souhaitant améliorer la performance énergétique de leur habitation. Nos objectifs chiffrés sont

ambitieux : 900 ménages à accompagner et 300 chantiers de rénovation à concrétiser durant les 3 prochaines années avec le support financier de la Région wallonne et des communes adhérentes.

En outre, bien que nos subsides régionaux n'aient pas été reconduits, nous avons continué à accompagner nos communes dans la mise en œuvre de leur politique locale énergie et climat (POLLEC) et nous nous sommes attelés à développer une nouvelle offre de services mutualisés pour les aider à respecter leurs engagements dans le cadre de la Convention des Maires. Quinze communes du Brabant wallon nous ont suivis dans cette démarche, ce qui est un beau succès. Le déploiement de ces nouveaux services est prévu pour 2026. Par ailleurs, nous avons pour la première fois produit un bilan carbone consolidé à l'échelle de l'ensemble de l'intercommunale. Celui-ci nous permet de piloter des actions (à retrouver dans notre nouveau plan stratégique 2026-2028) de décarbonation pour l'ensemble des services d'in BW.

Sur le plan énergétique, nous avons produit 132% de l'électricité que nous avons consommée, ce qui nous permet de remplir pleinement nos objectifs en matière de neutralité et d'indépendance énergétiques. Nous le devons principalement à la production de notre Unité de Valorisation Energétique à Virginal mais aussi à nos investissements dans l'éolien et dans le photovoltaïque sur les sites de nos stations d'épuration et sur les bâtiments dans nos parcs d'activités économiques.

Sur le volet numérique, notre programme interne de transition digitale « Digit'inBW » s'est poursuivi par la mise en place d'une véritable gouvernance des données intégrant une plateforme sur laquelle sont centralisées nos données prioritaires. Ces projets s'ajoutent à nos nouvelles plateformes Human Capital Management (Ressources Humaines) et Energy Monitoring System (monitoring énergétique de nos installations). Nous avons également lancé un cycle de formations visant l'optimalisation de notre gestion documentaire (« M365 »), le projet de mise en place d'un nouvel intranet et un plan « North Star » visant l'efficience de nos infrastructures, la modernisation de nos systèmes et l'investissement dans de outils performants et sécurisés.

En matière de digitalisation externe, nous nous sommes inspirés de Digit'inBW pour élaborer un nouveau Programme de transformation pour les communes, « DigitalCity » pour lequel 15 de celles-ci communes ont montré un intérêt, notre plateforme Open Data « e-zy BW » a été enrichie des données récoltées par des citoyens dans le cadre d'un challenge inédit « DataBusters » et nous avons constitué un groupe de travail « Start IA » regroupant 6 communes, dont l'objectif est d'identifier des cas d'usage de l'intelligence artificielle.

Enfin, dans le but d'améliorer notre culture de gestion des risques, nous avons organisé une série d'ateliers stratégiques et mis sur pied une cartographie intégrant des niveaux de risques et de vigilance dans le cadre du projet GUARD.

Nous avons également pleinement contribué, avec un rôle de coordination transversale, à l'élaboration du nouveau plan stratégique 2026-2028 pour lequel le département s'est pleinement investi pour porter des initiatives en support aux objectifs stratégiques de l'intercommunale. C'est le fruit d'un travail de planification important et de concertation avec nos organes de gestion, l'ensemble des équipes et du management ainsi qu'avec nos parties prenantes.

Je voudrais féliciter toute l'équipe qui s'implique dans notre transition numérique et durable avec une grande motivation, agilité et esprit d'innovation. Nous menons des projets essentiels face aux enjeux économiques, sociétaux et environnementaux et travaillons à les déployer grâce aux valeurs et à l'ADN d'in BW. C'est une fierté pour moi d'animer une telle équipe et d'œuvrer à des projets aussi structurants et impactant pour notre territoire, le quotidien

des citoyens et des pouvoirs locaux. Enfin, je voudrais également remercier nos parties prenantes qui enrichissent quotidiennement nos réflexions et souligner la qualité des partenariats mis en place au niveau sectoriel et provincial. Comme avancé par le consortium BW2030, je ferai volontiers mienne la devise « Ensemble, plus vite, plus loin ».

.

Faits marquants

- ☑ Mise en place d'un « datalake » permettant de mieux sécuriser et gérer nos données au sein de l'ensemble de l'intercommunale
- ☑ Lancement du Programme North Star pour aligner les standards de l'ICT avec les standards du marché
- ☑ Développement de deux nouvelles offres de service pour les communes : la mission POLLEC pour soutenir les plans climat communaux et DigitalCity pour piloter la transformation digitale et développer la maturité numérique des pouvoirs locaux
- ☑ Lancement du Service RenoBW pour guider les communes et soutenir en direct les candidats à la rénovation énergétique.
- ☑ Finalisation du bilan carbone de l'intercommunale
- ☑ Maintien de la certification QSE ISO9001, 45001, ISO14001 et l'enregistrement EMAS de l'intercommunale
- ☑ Renforcement de la gestion des risques au sein d'in BW et coordination du reporting volontaire en matière de durabilité

Chiffres-clés

TRANSITION NUMERIQUE ET DECARBONATION DU TERRITOIRE	
SMART REGION	
Évènements / Workshops au bénéfice des communes	27
Satisfaction des bénéficiaires	85%
POLLEC	
Évènements / Workshops au bénéfice des communes	16
Projets supra communaux mis en place	2
Satisfaction des bénéficiaires	90%
RénoBW	
Candidats engagés formellement dans la plateforme	213
Audits réalisés par les candidats	9
DIGITALISATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE DE NOS ACTIVITES	
Production totale d'énergie	52,49 GWh
% d'énergie propre produite	16,69
Taux d'autoproduction	30%
Taux d'autoconsommation	29%
Nombre moyen de projets Digit'inBW coordonnés durant l'année	10
Nombre d'audits internes environnementaux réalisés	21

ZOOM SUR NOS ACTIVITES

TRANSITION DIGITALE ET DECARBONATION DU TERRITOIRE

PIPER

L'objectif du projet PIPER (Projets Industriels de Production d'Energie Renouvelable) consiste à développer un hub exemplaire (innovation, autoconsommation locale et participation à l'équilibrage du réseau) de production d'énergies renouvelables sur les talus de la sablière de MSG (8 ha), dont environ 6000 **MWh** via des panneaux PV.

Un travail considérable a été effectué au sein du Consortium réunissant in BW, IPFBW et Besix comme partenaire privé technique : business plans affinés, montage juridique et développements techniques des installations PV en parallèle avec l'utilisation de batteries et l'association avec des bornes de recharge rapide pour véhicules lourds. A l'heure actuelle, le dossier est analysé par le GRD pour l'accès à la puissance. Il s'agit d'une problématique importante qui n'avait pas été identifiée en amont du projet et qui se révèle maintenant critique pour l'ensemble de la Wallonie. Trois dossiers ont été initiés en parallèle au niveau du réseau de distribution (ORES) et de transport (ELIA) pour développer des scénarios à la fois ambitieux et réalistes en fonction des infrastructures disponibles. Les résultats des études GRD/GRT sont attendus en T2 2026.

Accompagnement de la politique locale environnement et climat (POLLEC)

Nouveaux services aux communes

À la suite du non-renouvellement des subsides POLLEC pour les communes et l'intercommunale (permettant de financer des ressources humaines dédiées à la mise en œuvre de projet des PAEDC), in BW s'est attelée à concevoir une nouvelle offre de services mutualisés. Celle-ci a pour vocation de répondre aux objectifs climatiques des communes qui restent une priorité puisqu'elles se sont engagées dans la réduction des émissions de gaz à effets de serre d'au moins 55% d'ici 2030 via la signature de la Convention des Maires. L'offre de services proposés par in BW est basée sur une mutualisation des ressources spécialisées sur des thématiques parfois complexes, techniques, énergétiques, financières et environnementales.

À la suite de plusieurs présentations et échanges, l'offre a été enrichie (incluant un volet orienté vers la supracommunalité et un autre vers la mise en œuvre de projets concrets à l'échelle locale) tandis que l'ambition définitive sera fixée à la suite d'une réunion du Comité stratégique associé à ce service.

En plus du développement de cette nouvelle offre, in BW a continué l'accompagnement des communes impliquées dans le programme POLLEC. Cela concerne l'organisation de la montée en compétence des agents communaux en charge de la thématique et l'accompagnement dans la mise en œuvre des projets communaux énergie-climat. L'équipe a également travaillé à l'identification et de projets qui seront menés dans les années à venir.

En parallèle, le projet supracommunal de Plateforme locale de rénovation énergétique « RenoBW » est lancé et l'équipe est constituée (v. plus loin).

Enfin, plusieurs projets supracommunaux ont été préparés afin d'être mis en œuvre bientôt. Il s'agit de projets d'étude liés aux réseaux de chaleur, aux CER communales et à l'évaluation du paysage

énergétique. Leur mise en œuvre fera l'objet des discussions concernant le Plan stratégique 2026-2028.



Lancement de notre plateforme de rénovation énergétique RénoBW

RénoBW est un service dédié à l'accompagnement à la rénovation énergétique des logements, avec le soutien de la Région wallonne. Il s'adresse aux habitants des 10 communes partenaires qui souhaitent améliorer la performance énergétique de leur habitation, réduire leur consommation et gagner en confort en bénéficiant d'un accompagnement sur mesure pour rendre leur logement plus économe, confortable et écologique. Ainsi, notre équipe d'experts aide et accompagne les citoyens intéressés, notamment en explorant les aides disponibles, et en dispensant des conseils personnalisés afin d'identifier les solutions optimales.

L'année 2025 a permis de constituer l'équipe et de mettre en place l'ensemble du cadre juridique, commercial (identité visuelle, business model, site internet, processus d'onboarding des ménages, etc.) et technique. Ce travail préparatoire a servi à définir précisément l'offre de services destinée aux citoyens.

À la suite du Kick-off du 27 novembre 2025, lors duquel ce cadre a été présenté officiellement aux communes partenaires, un plan de lancement a été établi avec celles-ci. Ce lancement, échelonné sur le premier semestre 2026, comprend entre autres des communications dans les journaux communaux ainsi qu'une séance d'information dans chaque commune.

Par ailleurs, in BW a conclu un partenariat avec Reno+ pour accompagner la mise en œuvre d'une initiative de rénovation groupée portant sur 50 logements sur le territoire d'Ottignies-Louvain-La-Neuve. Ce projet permet à l'équipe RénoBW de monter rapidement en compétences en s'appuyant sur l'expérience et les outils de Reno+, tout en s'autofinançant grâce à la participation des citoyens et des entreprises de rénovation partenaires du projet. Pour rappel, l'objectif global, sur 3 ans, est d'accompagner environ 900 ménages pour environ 300 chantiers de rénovation énergétiques au final, au bénéfice des ménages habitant les communes concernées.

La Digitalisation des pouvoirs locaux

Nouveaux services aux communes

1. Transformation digitale territoriale

Afin de soutenir les communes dans leur transition digitale, in BW a conçu et déployé un projet réplicable inspiré de son propre programme interne de transition numérique (Digit'inBW).

Ce projet, mené avec un prestataire externe, représente :

* 6 mois de travail,
* 130.000 € d'investissement à charge d'in BW,
* 8 communes pilotes volontaires : Beauvechain, Braine-le-Château, Genappe, Ittre, Nivelles, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez et Walhain.

Objectif

Élaborer une vision digitale territoriale et une méthodologie clé en main permettant à chaque commune d'engager une transformation numérique structurée, progressive et alignée avec ses priorités locales.

Déroulement

Le projet s'est articulé en deux volets :

- Diagnostic partagé : cartographie des activités, outils et processus des communes.
- Cadre d'action et vision réplicable : définition d'un modèle générique de transformation numérique.

Le constat est sans équivoque : 90 % des besoins identifiés sont communs entre les communes, notamment en finances, urbanisme, RH, relation citoyenne, cybersécurité et gouvernance des données.

in BW a mis gratuitement à disposition de chaque commune :

- une cartographie des capabilités génériques du fonctionnement communal ;
- une cartographie des applicatifs existants et une architecture cible ;
- une vision commune de la digitalisation locale ;
- un plan d'action type, décliné par thématiques, axes et projets.

Ces livrables constituent désormais une base stable pour alimenter ou renforcer les PST et les stratégies numériques communales. Ils offrent des outils concrets, immédiatement mobilisables, pour initier, accélérer et sécuriser la transformation numérique locale.

Construction d'une offre de services territoriale – DigitalCity

A la suite du projet pilote, in BW a engagé fin 2025 la structuration d'une offre de services dédiée à la transformation numérique des communes. Cette démarche repose sur trois leviers issus du travail mené :

- L'opérationnalisation de la méthodologie (diagnostic, cartographie, projets) ;
- La mise en place d'un accompagnement modulaire, adaptable à la maturité des communes ;
- L'identification des services mutualisables prioritaires (vision politique et administrative).

L'objectif est de proposer dès 2026 un catalogue de services clarifié, opérationnel et accessible, permettant d'actionner leur transition digitale. Cette future offre de services s'inscrit dans la continuité du projet pilote et répond à une demande croissante exprimée par les communes du territoire.

2. Cadre Open Data Territorial – E-zy BW

Depuis 2023, in BW pilote e-zy BW, un projet fédérateur destiné à structurer l'ouverture, la mutualisation et la valorisation des données publiques dans le Brabant wallon. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du plan stratégique 2023-2025 et dans le respect du décret wallon Open Data du 24 novembre 2022.

Objectifs

- Promouvoir la transparence et l'accès aux données publiques ;
- Améliorer l'interopérabilité entre systèmes d'information communaux ;
- Favoriser l'efficacité et l'autonomie des administrations dans la gestion de leurs données ;
- Soutenir l'innovation, la participation citoyenne et le développement économique.

Gouvernance et avancement

Un groupe de travail intercommunal, créé en septembre 2024, réunit une dizaine de communes ainsi que la Province, Futurocité et IMIO. Il travaille à :

- La sélection et la standardisation des jeux de données prioritaires ;
- La mise en qualité et la documentation des données ;
- Le développement d'outils de visualisation ;
- L'animation de la dynamique locale (ateliers, accompagnements, partage de pratiques).

En avril 2025, in BW a lancé DataBusters BW, un dispositif inédit d'acculturation aux données destiné aux communes, aux agents et aux citoyens. Cette initiative, portée par le groupe de travail vise à enrichir et structurer les données publiques locales en mobilisant les communes autour d'un challenge citoyen ludique et collaboratif.

Les premiers jeux de données, tableaux de bord et visualisations sont disponibles sur le portail Open Data du Brabant wallon : https://www.e-zybw.be/

3. Start IA communal – Vers des services publics augmentés

En cohérence avec la stratégie DigitalWallonia4.AI, in BW a constitué un groupe de travail intercommunal pour lancer la dynamique Start IA Communes BW.
Ce groupe rassemble 6 communes pilotes : Tubize, Ittre, Nivelles, Beauvechain, Walhain et Ramillies.

Ambitions

- Identifier des cas d'usage IA pertinents pour in BW et les communes afin d'améliorer les services publics et la qualité de vie.
- Structurer un cadre territorial cohérent pour guider, mutualiser et sécuriser le développement de projets basés sur l'IA.

Axes de réflexion

- Amélioration des services aux citoyens : fluidification des démarches, interactions augmentées, automatisation de premières réponses, accessibilité renforcée.
- Optimisation interne : automatisation des tâches répétitives, assistance à la décision, meilleure exploitation des données.

Livrables 2025

Une feuille de route IA couvrant 7 thématiques prioritaires (citoyenneté, gestion administrative, mobilité, énergie, urbanisme, environnement, données) a été produite, proposant des premiers cas d'usage testables.

.

DIGITALISATION ET DECARBONATION DE NOS METIERS

Gouverner la donnée : un enjeu central de la transition digitale !

En 2025, deux projets majeurs centrés sur la valorisation des données et relatifs en particulier au deuxième principe directeur de « data-driven company » du programme Digit'in BW ont été conduits au sein de l'intercommunale.

Le premier concerne la mise en place d'une gouvernance des données, projet initié en 2024. Celui-ci vise à instaurer un cadre structuré garantissant une gestion efficace, sécurisée et cohérente des données, afin d'en améliorer la qualité, l'accessibilité et l'usage au sein de l'organisation. Une première étape a permis de définir ce cadre à travers l'élaboration de politiques de gouvernance et la mise en place d'outils dédiés. L'étape suivante, consacrée à l'opérationnalisation de cette gouvernance, consiste à traduire ces principes en pratiques concrètes et mesurables intégrées aux activités quotidiennes des départements. Une phase pilote menée auprès de quatre départements a permis d'initier les collaborateurs aux premiers gestes de gouvernance des données à travers la gestion de plusieurs actifs de données métiers. Cette démarche se poursuivra en 2026 et sera progressivement étendue à l'ensemble des départements.

Parallèlement, le projet de plateforme data vise à centraliser graduellement les données prioritaires d'in BW au sein d'une plateforme unique, à en renforcer la fiabilité et à en faciliter l'exploitation. À la suite de la mise en place de cette infrastructure, les premières sources de données métiers ont été connectées et l'automatisation de la production de rapports destinés aux départements a été amorcée, en particulier pour la production des KPI business trimestriels pour lesquels un tableau de bord pilote est développé. Ce projet s'accompagne également d'une montée en compétences de l'équipe ainsi que de la mise en place de fondations solides en matière de gouvernance de la plateforme.

De plus, dans le cadre du décret Open Data une attention particulière a dès lors été portée à ce que la plateforme de données contribue à l'alimentation du portail Open Data e-zy BW, dans une démarche visant à renforcer la transparence et favoriser et la réutilisation des données.

Lancement d'un programme de refonte de l'ICT : North Star

Au cours de l'année écoulée, un travail structurant et ambitieux a été mené pour renforcer durablement le socle technologique d'in BW et soutenir sa transformation digitale.

Une première étape essentielle a consisté à identifier notre dette technologique, en étroite collaboration avec les différentes parties prenantes internes. Grâce à une série d'interviews et d'ateliers impliquant les équipes métiers et techniques, nous avons pu dresser un état des lieux clair et partagé de nos infrastructures informatiques, de leurs forces et de leurs fragilités.

Sur cette base, un plan ambitieux a été élaboré afin de remettre nos infrastructures sur les rails. Ce plan vise à moderniser nos systèmes, renforcer leur fiabilité et garantir leur évolutivité, afin d'accompagner efficacement les besoins croissants de l'entreprise. Il s'inscrit pleinement dans notre volonté d'accélérer la digitalisation d'in BW. La validation du budget nécessaire à sa mise en œuvre

constitue une étape déterminante, témoignant de l'engagement de l'organisation à investir dans des outils performants, sécurisés et pérennes.

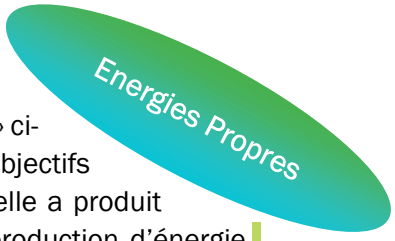
Par ailleurs, un travail important a été entrepris pour assurer la mise en conformité avec la directive européenne NIS-2, qui vise à accroître la résilience des organisations face aux cyberattaques. Cette démarche renforce notre niveau de sécurité et protège davantage nos services essentiels.

Nous avons également poursuivi une collaboration active au niveau sectoriel, notamment dans le cycle de l'eau, afin de partager les bonnes pratiques et de mutualiser certaines initiatives.

Enfin, nos équipes ont participé activement au programme de digitalisation Digit'in BW ainsi qu'aux sous-programmes adjacents, en particulier autour de la gestion et de la valorisation des données (plateforme Data), contribuant ainsi à construire une organisation plus performante, innovante et tournée vers l'avenir.

Accroître notre pourcentage d'énergies propres





Comme présenté dans le tableau de bord « Energie » ci-dessous, l'intercommunale atteint largement ses objectifs en termes de neutralité énergétique et d'indépendance. En effet, en 2025, elle a produit **132%** de l'électricité qu'elle a elle-même consommée malgré le fait que la production d'énergie éolienne s'est réduite à cause de conditions climatiques moins favorables. Notre pourcentage **d'électricité verte** produite par rapport à notre consommation est resté stable à **34%**. La diminution de la production éolienne en 2025 par rapport à 2024 (-8%) a été compensée par nos investissements dans le photovoltaïque, en particulier sur les sites de nos stations d'épuration.

Ensuite, en termes d'indépendance énergétique, notre taux d'autoproduction (ou autosuffisance) s'établit aujourd'hui à **30%.** En d'autres termes, notre consommation électrique, pour l'ensemble des services assurés par l'intercommunale, est couverte pour près d'un tiers par notre propre production.

Pour aller plus loin, on observera que la production d'électricité s'est stabilisée en 2025 pour cumuler à **52,5 GWh** (-3%). L'UVE contribue toujours majoritairement (75%) à la production d'électricité via la valorisation énergétique sous forme de cogénération. Pour le reste, près de 20% sont générés par l'éolien et le reste via des installations photovoltaïques propres (4%) et la cogénération à l'assainissement pour le solde.

Du point de vue consommation électrique, celle-ci a légèrement baissé depuis l'an dernier puisque nous avons consommé un total de **39,9** GWh (-2%). Cette baisse est expliquée principalement l'amélioration de l'efficacité énergétique des STEP et les arrêts à l'UVE.

L'éolien représentait 19,8% de notre production d'électricité verte en 2025. C'est important même si les conditions météo ont été moins favorables en 2025 que les deux dernières années. Nous continuons à investir dans le PV qui atteint désormais une capacité installée de 2,9 MWc.

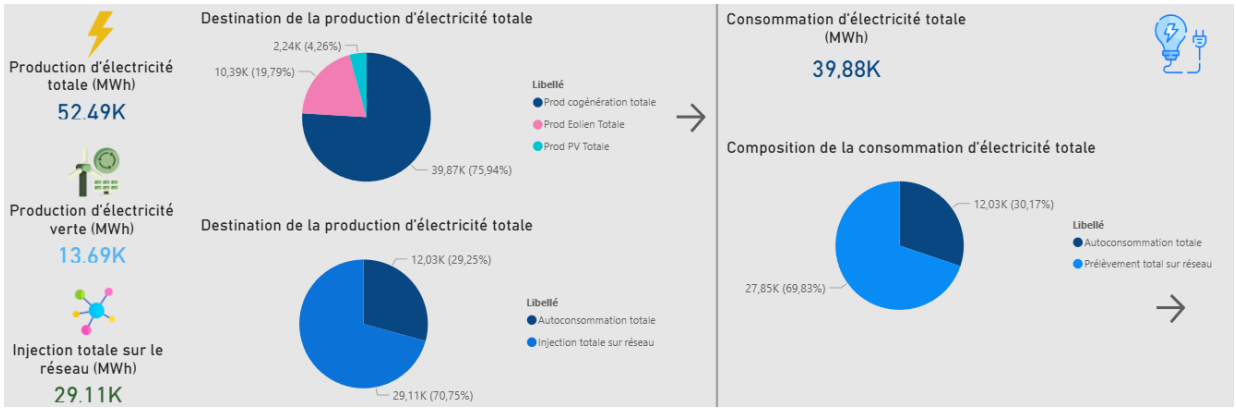


Figure 4 – Tableau de bord « Energie » 2025

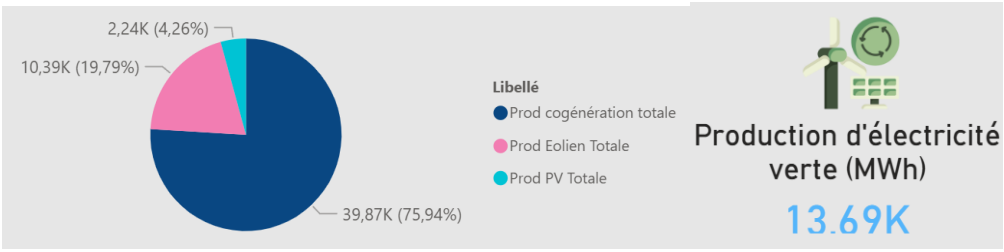


*Figure 5 – Tableau de bord « Energie » 2025 – **Focus sur la production d'électricité verte***

FONDATION BÂTISSEURS D'ÉTOILES

Notre fondation Bâtisseurs d'étoiles a pour objectifs :

- d'aider les familles en difficulté ayant un enfant gravement malade ou porteur d'un handicap
- de soutenir la recherche scientifique pour lutter contre les maladies orphelines et les pathologies lourdes, rares ou délicates

Certaines actions ont été menées par notre Fondation durant l'année 2025 afin de récolter des fonds permettant la réalisation de ses missions, dont notamment la **Marche caritative « Un marcheur au grand cœur »**

Une équipe de collaborateurs in BW a répondu présente pour accompagner le 8 février 2025 le Marcheur au grand cœur pour le départ de son parcours de 1.486 km depuis notre Monnet Innovation Center (Louvain-la-Neuve) jusqu'à Lourdes où il est arrivé le 22 mars 2025. Cette action a été soutenue par in BW à concurrence de 1.000 €.

Suite au succès de la première édition en 2024, in BW a constitué deux équipes de 27 collaborateurs qui se sont mobilisés pour participer aux **24 heures vélos de Louvain-la-Neuve** du 21 au 22 octobre 2025 dans la catégorie humanitaire avec pour objectif de récolter des fonds pour Bâtisseurs d'étoiles. Ensemble, ils ont effectué sans relâche 260 tours de 4 km soit 1.066 km. Nos 2 équipes ont terminé aux 15ème et 27ème place sur 101 équipes ; et 8ème et 18ème spécifiquement dans la catégorie humanitaire qui comptait 30 équipes. Ces efforts ont été récompensés par un soutien in BW à concurrence de 2€/kilomètre parcouru, soit 2.200 €, et 677,16 € récoltés par l'opération Humanibière, soit 2.877,16 € au profit de Bâtisseurs d'étoiles.

La participation de 19 collaborateurs et administrateurs in BW au tournoi caritatif Padel Open du 7 février a permis de récolter 380 € au profit de Bâtisseurs d'étoiles.

500 € ont été versés par in BW à l'opération Mon chien ce héros visant à soutenir la formation de chiens d'assistance pour enfants avec autisme.

Des lots de tombola ont été remis à Bâtisseurs d'étoiles pour le marché de Noël inclusif de Mont-Saint-Guibert.

Le rapport complet de la fondation est disponible sur son site internet : https://www.batisseursdetoiles.be/

ANNEXE I – informations complémentaires

NOTRE ORGANISATION

Projets majeurs

Niveau	n°§ PS 23-25	Titre du Plan Stratégique 23-25	Projets majeurs
ACT	1.1.1.	Développer des nouveaux services aux communes	CER, égouts pilote, SDT, SDC, Digitalisation, etc
SA	1.2.2.1.	Projet de la Sablière	La Sablière
SA	1.2.2.2.	Projet Sur le Champ	Sur le Champ
ACT	1.2.5.	Créer des zones d'artisanat	Zones d'artisanat
ACT	2.1.1.	Augmenter la capacité de production d'eau	Capacité production d'eau
SA	2.1.4.1.	Atteindre l'objectif 90/25	Objectif 90/25
SA	2.1.4.2.	Tendre vers l'objectif pollueur-payeur	Pollueur-Payeur
ACT	2.2.1.	Construire une unité de biométhanisation	Biométhanisation
ACT	2.2.2.	Valoriser le bois de classe B	Bois B
ACT	2.2.3.	Poursuivre l'installation de panneaux photovoltaïques	PIPER
ACT	2.3.1.	Augmenter la performance énergétique de nos installations et bâtiments	% Energie propre
ACT	3.1.1.	Être un employeur attractif	Employeur attractif
OO	3.2.	Réaliser la digitalisation d'in BW	Digitalisation interne
OO	3.5.	Renforcer une culture de gestion des risques	Gestion risques
ACT	3.6.1.	Développer notre notoriété et favoriser l'accessibilité des services aux actionnaires	Notoriété

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Chantiers d'égouttage 2025

COMMUNE	Nom de chantier	Montant travaux égouts exécutés (HTVA)	Montant travaux voirie exécutés (HTVA)
BEAUVECHAIN			
BRAINE L'ALLEUD	Quartier des oiseaux (DF)	1.207	
BRAINE LE CHÂTEAU			
CHASTRE	Rue d'Almez	58.561	80.371
	Rue Taille Madame	151.267	204.128
CHAUMONT GISTOUX			
COURT SAINT ETIENNE	Avenue de Wisterzée	142.972	102.380
GENAPPE			
GREZ DOICEAU	Rue Weert St Georges (fonds jardin)	221.888	
	Rue de Tirlemont	109.140	25.672
HELECINE	Chaussée de Hannut		16.970
INCOURT			
ITTRE			
JODOIGNE	Rue Sergent Sortet (DF)	26.589	
LA HULPE			
LASNE	Chemin de Ornois	333.164	
	Rue de Moriensart	66.451	
MONT SAINT GUIBERT	Grand rue	154.636	
NIVELLES			
ORP JAUCHE	Rue Ste Barbe et Chavée aux Lapins	1.627	
	Rue des Quilles (Cjt coll. Marilles)	235.312	
OTTIGNIES LLN			
PERWEZ	Rue de la Gobie	652.742	
RAMILLIES	Ruisseau St Jean (Cjt Coll. Huppaye)	77.345	233.210
	Rue de Jauche (création trottoirs)		186.843
REBECQ			
RIXENSART	Rue du Baillois	203.274	89.003
TUBIZE			
VILLERS LA VILLE			
WALHAIN	Rues Culée et Trichon (DF)	35.968	
WATERLOO	Chaussée de Bruxelles	112.385	
WAVRE	Rue des Ramiers lot 2		10.383
27 communes		**2.584.528 €**	**948.959 €**

Dossiers d'infrastructure

Etudes, démarches, actes et travaux restant à accomplir	Phase des travaux	Date projetée d'achèvement	Dépenses exposées (acquisitions + travaux + études et frais généraux) en €TVAC *	Superficie opérationnelle du PAE concerné (hectares)	Superficie utile du PAE concerné (hectares)	Superficie du bâtiment	Remarques
Chantier	En litige	-	5.269.071,55	Périmètre : 8ha96a70ca	Surface dédiée aux habitations: 56.860 m²	-	Montant des acquisitions: 639.998€ - Chantier en litige
Approbation du DF	Terminé	mars-25	5.523.061,75	85ha50a76ca	73ha00a76ca	-	subsides DEPA 70% - Terminé DF, à introduire
Permis	Non entamé	-	798.600,00	pas de superficie créée - projet de nouvel accès	pas de superficie créée - projet de nouvel accès	-	Dossier en stand-by
Permis	Non entamé	-	665.500,00	pas d'application	pas d'application	900 m2	Subsides DEPA 375.000 € - Dossier en stand-by
Approbation du DF	Terminé	-	88.000,00	pas d'application	pas d'application	-	Renforcement du réseau électrique BT - Chantier terminé
Approbation du DF	Terminé	-	16.753.250,88	pas d'application	pas d'application	10.000 m²	Montant des acquisitions: 950.000€ - Stade décompte final
Chantier	En cours	mars-26	13.313.559,54	pas d'application	pas d'application	-	Subsides DEPA 85% - Stade exécution des travaux
Permis	Non entamé	déc-28	30.404.491,40	26ha60a	19ha70a	-	Montant des acquisitions: 7272831,70€ - Subsides DEPA 85% - Stade finalisation CSCH
Permis	Non entamé	déc-29	34.309.030,07	-	-	-	Subsides DEPA-DGO1: 80/20
Chantier	En cours	avr-26	8.255.925,81	pas d'application	pas d'application	Parking: 1ha 50a Bâtiment: 1.200m²	Montant des acquisitions du parking 20.634,45€ - Stade réception provisoire des parkings et finalisation des travaux bâtiments

Approbation du DF	En litige	déc-21	1.003.560,75	pas de nouvelle superficie créée	pas de nouvelle superficie créée	-	subsides DEPA 75% - En attente de la finalisation des travaux partie SPW-MI - Entrepreneur en litige avec SPW
Approbation du DF	En cours	avr-23	2.368.903,32	pas d'application	pas d'application	pas de nouvelle superficie créé - HVAC aile Est	Chantier terminé
Chantier	En cours	juin-22	1.022.472,06	pas d'application	pas d'application	-	Litige avec l'entrepreneur
Chantier	En cours	avr-26	837.466,16	pas d'application	pas d'application	-	Chantier en cours
Chantier	En cours	déc-25	3.000.000,00	pas de nouvelle superficie créée	pas de nouvelle superficie créée	-	Division in BW achevée
Procédure AT	Non entamé	-	2.750.000,00	pas d'application	pas d'application	8.000 m2	Montant des acquisitions: 2.750.000€ - Discussion avec la Commune pour le devenir du site, en cours. Convention AMO (Service Aménagement du territoire) signée avec la Commune pour la réalisation d'une étude générale sur l'ensemble du site. Louer.
Chantier	En cours	juin-27	18.221.196,26	pas d'application	pas d'application	3.300m² de bâtimets et 57ha de terrains	Montant des acquisitions: 6.262.888€ - Subsides AWaP : 1.563.000,00€ - Plan de relance : 493.990,00€ - Stade exécution des travaux
Acquisitions	Non entamé	-	29.518.536,87	pas de nouvelle superficie de PAE créée - voirie régionale	pas de nouvelle superficie de PAE créée - voirie régionale	-	Permis reçu par la DGO1 subsides DEPA - DGO1: 80/20 et acquisitions à charge de la DGO1/SOFICO
Adjudication	Non entamé	-	399.300,00	pas d'application	pas d'application	-	Subsides DEPA 65%
Acquisitions	Abandonné	-	6.360.417,12	pas de nouvelle superficie de PAE créée - voirie régionale	pas de nouvelle superficie de PAE créée - voirie régionale	-	Subsides DEPA-DGO1: 80/20 et acquisitions à charge de la DGO1 - Projet annulé par le GW 15/10/2019 - Clôture du dossier

Chantier	En cours	oct-25	3.871.273,81	pas de nouvelle superficie de PAE créée - voirie régionale	pas de nouvelle superficie de PAE créée - voirie régionale	-	Subsides DEPA - DGO1: 80/20 - Stade exécution des travaux

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TERRITORIAL

Nouvelles Entreprises implantées dans nos parcs d'activités économiques

Nouvelles implantations	Activités	Localisation	emploi	Superficies cédées m²
Terrains				
		Nivelles Sud extension		
QUALIACOM SRL	Atelier de production photographique		5	3660
		Total	5	3660
		Nivelles Nord		
BVI.EU SA (Lot O)	Développement immobilier dans le domaine semi-industriel et réalisation et mise à disposition d'entrepôts pour PME et TPE		50	22372
SADINTER SA	Importation, commercialisation, distribution, SAV de matériel électrotechnique à usage professionnel et industriel		22	10430
EASI ASSETS MANAGEMENT (Parking)	Développement et commercialisation de logiciels		14	6454
PRODETICS SRL	Assemblage de câbles, faisceaux électriques, intégration électronique et mécanique		8	4454
		Total	94	43710
		Tubize II		
MVM_TRUCK WASH SRL	Garage poids lourds et utilitaires		10	4805
MICHEL DE SAUVAGE SA	Mise à disposition d'entrepôts et d'ateliers au profit de PME et TPE		12	5983
V GARNISH SA	Laminage du carton pour l'industrie alimentaire		9	5421
		Total	31	16209
		Hélécine		
JACKSON DECO SA	Import Export et fabrication de meubles		18	2722
		Total	18	2722
		Grand Total	**148**	**66301**

Evolution des crémations au Champ de Court depuis 2011

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
JANVIER		114	160	137	196	150	215	208	220	209	255	252	261	261	275
FEVRIER		117	146	128	188	173	218	191	218	219	204	226	198	245	258
MARS		130	153	146	185	177	187	278	201	229	217	254	263	239	229
AVRIL		122	141	152	155	155	162	218	189	355	272	234	200	209	215
MAI		102	144	135	152	169	188	177	224	224	223	219	188	216	201
JUIN		109	135	133	148	169	200	174	211	184	210	193	211	178	203
JUILLET		105	119	143	162	152	155	187	214	195	194	223	182	221	219
AOUT		117	128	118	120	160	168	201	178	208	186	226	220	214	177
SEPTEMBRE		108	114	132	134	171	173	167	157	204	188	196	199	189	161
OCTOBRE		124	154	153	160	167	188	173	210	215	242	223	216	206	203
NOVEMBRE	8	166	134	138	146	182	169	189	186	302	239	202	225	211	196
DECEMBRE	85	129	131	157	172	195	198	192	213	274	269	257	251	266	242
	93	**1.443**	**1.659**	**1.672**	**1.918**	**2.020**	**2.221**	**2.355**	**2.421**	**2.818**	**2.699**	**2.705**	**2.614**	**2.655**	**2.579**

DOSSIERS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Lieu (commune, nom de rue principale, localisation du périmètre, lieu-dit, quartier, village)	Nom du PAE	Objet	Superficies opérationnelle (ha)	Superficies utile (ha)	Plan de secteur	Droits sur les biens	Activités économiques projetées/existantes	Etats procédures
Procédure de révision du Plan de Secteur Réalisation d'un dossier de base → RIP, avis de Conseil communal et avis CCATM → Dépôt de la demande auprès du Gouvernement wallon → Avis (Fonctionnaire délégué, Pôle Aménagement du territoire, Pôle Environnement, etc) → Adoption provisoire du projet par le Gouvernement wallon → Rapport sur les Incidences Environnementales (RIE) Avis des instances → Éventuelles modifications du projet par le Gouvernement wallon → Enquête publique → Avis du Conseil communal → Avis du Pôle Aménagement du territoire, du Pôle Environnement et du FD → Adoption définitive par le Gouvernement wallon **Procédure de reconnaissance économique** Réalisation d'un dossier de Périmètre de Reconnaissance Economique → Dossier réputé complet par la DEPA → Arrêté de Reconnaissance Economique								
Mont-Saint-Guibert, Sablière	PAE Mont-Saint-Guibert sablière	Révision de plan de secteur & Périmètre de reconnaissance économique	54ha30	36ha16	Zone de dépendance d'extraction	Propriétaire	Parc industriel autonome en énergie	Arrêté provisoire de révision du plan de secteur obtenu en juillet 2023, avec le projet de contenu du Rapport sur les Incidences Environnementales + Arrêté ministériel obtenu en octobre fixant le contenu du RIE => étape 6/15
Nivelles, chemin du Laid Patard	PAE Nivelles nord - Nivelles C4 (SOWAFINAL 3)	Révision de plan de secteur & Périmètre de reconnaissance avec expropriation	32ha	29ha	Zone agricole	Néant	Parc généraliste durable	Demande de révision du Plan de Secteur déposée officiellement au GW - en attente d'un arrêté provisoire et du contenu du Rapport sur les Incidences Environnementales => étape 5/15
Hélécine, le long de la E40 et de la rue Armand Dewolf (N64)	PAE Hélécine G4 (SOWAFINAL 3)	Révision de plan de secteur & Périmètre de reconnaissance avec expropriation	49ha81	36ha	Zone agricole	Néant	Parc généraliste	Révision du Plan de Secteur: élaboration du Rapport sur les Incidences Environnementales (RIE) - relecture et mise à jour phase 1 et 2 => étape 8/15
Louvain-la-Neuve, extension du parc scientifique Monnet	PAE Monnet II	Schéma d'orientation local & Périmètre de reconnaissance avec expropriation	16ha	12,8ha	Zone d'activité économique mixte	Néant	Parc scientifique durable	Schéma d'orientation local : phase 0 et 1 finalisée, objectifs d'AT et d'urbanisme + carte d'orientation des sols finalisés
Villers-La-Ville, Marbais, au lieu-dit "des Trois Burettes"	PAE Marbais	Révision de plan de secteur & Périmètre de reconnaissance avec expropriation	11ha92	9,5ha	Zone agricole	Néant	Parc artisanal	Finalisation du dossier de base en 2023 + réalisation de la RIP en novembre + dépôt de la demande officiellmeent au Gouvernement wallon fin décembre 2023 => étape 3/15
Ittre - Faucquez	PAE Faucquez	Périmètre de reconnaissance	8,5ha	0,4ha	Zone d'activité économique industrielle + site à réamanager	Néant	Parc artisanal	Etude de faisabilité en cours
Wavre	Site RTBF/VRT	Révision de plan de secteur & Périmètre de reconnaissance économique	45ha	36ha	Zone de service public et d'équipement communaitaire	Néant	Parc généraliste	Etude de faisabilité en cours (étape préalable au dossier de base) - contacts fréquents avec le propriétaire et la Ville de Wavre
Est du Brabant wallon	Croix de Hesbaye	Révision de plan de secteur & Périmètre de reconnaissance économique	13,3ha	10,5ha	zone blanche - zone agricole- zone économique industrielle	Néant	Parc artisanal	Finalisation du Master plan de Croix 1 en vue d'un réaménagement du site, en collaboration avec la commune de Ramillies, le Brabant wallon, l'APIBW et le GAL culturalité.
Tubize, Forges de Clabecq	PAE Clabecq	Périmètre de reconnaissance	26ha60	20ha	Zone industrielle - SAR	Néant	Parc généraliste	¨Plan de Secteur : Zone industrielle - SAR Procédure de reconnaissance économique: arrêté de reconnaissance économique obtenu en mai 2019 Demande de permis voirie en cours en 2023
Mont-Saint-Guibert, rue de l'Ornoy 12	Les Brasseries de Mont-Saint-Guibert	Périmètre de reconnaissance	Site de 8000 m² - Bâtiment d'acceuil temporaire	Site de 8000 m² - Bâtiment d'acceuil temporaire	Zone industrielle	Biens propres, site acheté	Bâtiment d'accueil temporaire	Etude de faisabilité finalisée - AMO AT pour la Commune : seconde étude à lancer avec périmètre plus large englobant le cœur du village - programmtion validée par le Collège communal fin 2023

NOUVELLES ENTREPRISES LOCATAIRES DE NOS BATIMENTS

Locations	Activités	Localisation	Postes d'emplois	Superficie en m²
Halls-relais classiques				
		Saintes		
BE SPINE	Activités logistiques, service d'assistance technique, location d'instruments chirurgicaux		6	262
		Nivelles Nord		
ORES	Gestionnaire des réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel en région wallonne		6	1550
		Louvain-la-Neuve		
IBA SA (Bosquet 15)	Recherche, développement, fabrication et commercialisation d'applications et d'équipements dans le domaine de la physique appliquée		5	1375
Centres d'entreprises				
Mazerin business center		**Genval**		
Monsieur FRUY	Conseils en immobilier		1	25
Einstein Business Center		**Louvain-la-Neuve**		
BE4.ARCHI SRL	Bureau d'etudes et d'architecture		1	18
Monnet Innovation Center		**Louvain-la-Neuve**		
VESALE PHARMA (INTELIPHAGE)	Phagothérapie (lutte contre les bactéries résistantes)		26	523
CHEMO SENSORYX BIOSCIENCES SA	Développement en biotechnologies		6	322,2
OLFADOG BIOTECH SA	Développement en biotechnologies		1	23,4
LIVING FOREST SRL	Production agro-alimentaire		3	126
		total	**55**	**4224,6**